



CENTRE DE RESSOURCES
POLITIQUE DE LA VILLE



RAPPORT D'ACTIVITE 2005

CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE EN ESSONNE

Adresse : Maison départementale de l'Habitat –
Boulevard de l'Ecoute-S'il-Pleut – 91 000 Evry
Tél : 01.64.97.00.32 - Fax : 01.64.97.00.33
E-mail : cr.ville.essonne@wanadoo.fr

FIL INFO DOC : 01.64.97.27.75 - E-mail : doccr.essonne@wanadoo.fr
Site Internet : <http://ressourcespolville.maisondebanlieue.asso.fr>

SOMMAIRE

AVANT PROPOS.....	p.2
1. Information.....	p.4
2. Documentation.....	p.11
3. Site Internet.....	p.15
4. Publications et capitalisation d'expériences.....	p.18
5. Qualification des professionnels.....	p.23
6. Echanges, rencontres, débats.....	p.36
7. Participation aux réseaux et partenariat avec les acteurs de la politique de la Ville	p.48
8. Fonctionnement associatif et gestion de l'Association.....	p.51
LES ANNEXES.....	p.59



AVANT PROPOS

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, association loi 1901, est né d'une volonté commune du Conseil général, de l'Etat et des réseaux de professionnels, avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations, du FASILD et des collectivités territoriales de se doter d'un espace d'information, d'échange et de confrontation d'expériences et de qualification des pratiques, pour produire une culture professionnelle commune de la politique de la Ville et du développement local.

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne s'adresse à l'ensemble des professionnels, élus, agents des collectivités locales et des services de l'Etat, ainsi qu'aux représentants des organismes et associations, concernés par la politique de la Ville, le développement local et ses champs d'action, tels que l'éducation, le logement, l'emploi, la prévention et la sécurité.

LES MISSIONS DU CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE EN ESSONNE :

- mettre à la disposition des acteurs de la politique de la Ville informations et ressources documentaires ;
- favoriser la qualification des professionnels de la politique et la Ville et des acteurs de terrain ;
- organiser des échanges, des rencontres et des débats ;
- faciliter la mise en réseau des professionnels ;
- publier et capitaliser des expériences.

QUELQUES DATES SIGNIFICATIVES :

- Le 2 juillet 2001 : Assemblée constitutive et premier Conseil d'Administration ;
- Le 27 février 2003 : ouverture des portes du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne ;
- En juillet 2005 : emménagement à la Maison Départementale de l'Habitat.

L'ACTIVITE EN 2005 S'EST STRUCTUREE AUTOUR DES AXES DE TRAVAIL SUIVANTS :

- la lutte contre les discriminations ;
- la question éducative ;
- les conditions de vie des femmes et des jeunes filles ;
- l'habitat, le logement et la rénovation urbaine ;
- la mémoire des habitants.

L'activité 2005 : deux repères...

INSTALLATION DANS DE NOUVEAUX LOCAUX

L'installation du Centre de Ressources au sein de la Maison Départementale de l'Habitat, récemment inaugurée par le Conseil général, représente une étape importante pour le Centre de Ressources.

Désormais l'équipe est dotée de bonnes conditions de travail et d'accueil qui lui permettront d'optimiser sa logistique et d'envisager de nouvelles perspectives de développement.

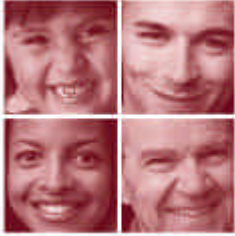
DEVELOPPEMENT DU SITE INTERNET

Le site Internet constitue un des outils privilégiés du Centre de Ressources en matière d'information. Conçu pour être au service de l'ensemble des acteurs de la politique de la Ville en Essonne, il a rencontré l'intérêt de ceux-ci et une évolution significative en termes de fréquentation et d'impact.

En effet, en 2005, il y a eu **11 266 visiteurs différents, 14 104 visites et 48 045 pages consultées**. Ces résultats démontrent que les objectifs de 2005 ont été atteints de façon tout à fait satisfaisante.

...et quelques chiffres

- La mission de qualification a été concrétisée par **11 cycles de qualification-formation et 3 cycles de sensibilisation**, dont le programme départemental de sensibilisation et de formation « Prévenir et réduire les discriminations dans l'accès à l'emploi et à la formation ». **Le nombre de participants a progressé de 62% en 2005 en évoluant de 156 participants en 2004 à 252 participants en 2005.**
- Concernant la mission d'information, la lettre « Expression » a maintenu une parution régulière avec 9 numéros annuels ; **le nombre de destinataires a augmenté de 16%** en évoluant de 1200 destinataires à 1400 en 2005.
- Au total, le Centre de Ressources a organisé 23 événements sur 47 dates différentes, alors qu'en 2004 il avait proposé 18 événements. **Ce sont 764 personnes en tout qui ont participé aux différentes propositions organisées par le Centre de Ressources en 2005.**



1. Information

Conformément à ses statuts, la mission d'information représente une mission prioritaire du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

Elle a pour objectif de favoriser la diffusion de l'information auprès des professionnels de la politique de la Ville sur le département.

En 2005, trois principaux outils, créés en 2003, ont permis de poursuivre cette mission. Ils ont également évolué en fonction des besoins des utilisateurs et des activités du Centre de Ressources :

- **Le FIL INFO DOC ;**
- **La lettre d'information mensuelle « Expression » ;**
- **La base de données « Annuaire ».**

En 2005, les objectifs ont été réalisés, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, malgré l'emménagement du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne à la Maison Départementale de l'Habitat. D'autant plus que de nouvelles propositions ont été concrétisées.

Diversifier ses propositions en matière d'information a été l'un des principaux objectifs du Centre de Ressources en 2005 afin de répondre à la diversité des besoins de ses publics. Cette « montée en puissance » des demandes a également démontré le besoin d'un poste supplémentaire pour y faire face et maintenir la qualité des services documentaires proposés par le Centre de Ressources depuis sa création. En 2005, le Centre de Ressources a en effet réussi à répondre aux demandes des utilisateurs grâce à la contribution de quatre stagiaires-documentalistes au cours de l'année qui ont travaillé sur cette mission en soutien de la chargée d'information et de documentation.

1.1 Le SVP INFO DOC/ Le FIL INFO DOC

Le FIL INFO DOC, principal service d'information proposé par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, est matérialisé par une ligne téléphonique et une messagerie électronique dédiées uniquement aux questions que se posent les professionnels sur la politique de la Ville et les thématiques qui y sont liées, en particulier au niveau local. En 2005, la chargée d'information et de documentation a continué à animer ce dispositif.

En 2005, le FIL INFO DOC a été fermé exceptionnellement au public du 15 juin au 15 septembre 2005 en raison de l'emménagement à la Maison Départementale de l'Habitat et de l'installation du Centre de Ressources dans ses nouveaux locaux.

Du 15 novembre au 31 décembre 2005, le FIL INFO DOC a fonctionné en service restreint. Les réponses aux demandes ont été réalisées en priorité pour les adhérents.

Le 15 octobre 2005, le SVP INFO DOC est devenu le FIL INFO DOC suite à la demande de la société SVP HOLDING de respecter la propriété intellectuelle de sa dénomination sociale. Ce changement a dû être opéré sur tous les supports de communication du Centre de Ressources, en particulier sur son site Internet.

LES UTILISATEURS, LEURS DEMANDES, ET LES REPONSES APORTEES

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005 (hors interruption du service pour causes de déménagement et de congés annuels), le FIL INFO DOC a enregistré **147 demandes documentaires**¹. Pendant cette période, **105 personnes** ont ainsi eu recours au FIL INFO DOC (parmi elles, 28% y ont eu recours plus d'une fois²).

Entre 2004 et 2005, le nombre de demandes sur le FIL INFO DOC a donc baissé d'environ 9%. Cette légère baisse s'explique par la période de fermeture due à l'emménagement du Centre de Ressources à la Maison Départementale de l'Habitat.

Les utilisateurs

En 2005, les utilisateurs du FIL INFO DOC exercent des activités professionnelles variées³, ce qui indique une mixité des usagers. Les demandes ont été formulées en priorité par **des responsables associatifs (19%), par des agents des collectivités locales (15%), par des chefs de projet politique de la Ville et des coordinateurs des Contrats Locaux de Sécurité (13%), et par des agents de l'Etat (12%)**.

En 2005, il a pu toutefois être constaté une évolution significative du profil des utilisateurs par rapport aux années précédentes :

- les utilisateurs du FIL INFO DOC sont majoritairement des professionnels (76,2%) en activité et non plus des étudiants ;
- les responsables associatifs (+25%), les agents des collectivités (+33,3%) et les agents de l'Etat (+44,4%) ont de plus en plus utilisé ce service d'information ;
- les travailleurs sociaux (-81,8%) et les agents du Conseil général de l'Essonne (-33,3%) ont par contre beaucoup moins utilisé ce service ;
- les élus et les bailleurs ont commencé à recourir au FIL INFO DOC en 2005, ce qui constitue une piste de travail intéressante.

Les utilisateurs du FIL INFO DOC continuent à exercer majoritairement leur activité professionnelle dans l'Essonne (70,4%)⁴. Néanmoins, les utilisateurs exerçant leur activité professionnelle en dehors du département sont de plus en plus nombreux : **en Ile-de-France (+33,3%) et en Province (+125%)**. Hors Essonne, ce sont surtout les départements franciliens limitrophes, tels que la Seine-et-Marne, qui ont fait appel à ce service.

¹ Ce chiffre ne prend pas en compte les demandes formulées en interne par la Directrice et par l'équipe du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Il s'agit uniquement des demandes documentaires formulées à la chargée d'information et de documentation en externe sur la ligne téléphonique et la messagerie électronique dédiées au FIL INFO DOC.

² Voir le tableau « Les demandes formulées sur le FIL INFO DOC en 2005 » proposé en annexes.

³ Voir le tableau « Le profil des utilisateurs du FIL INFO DOC en 2005 » proposé en annexes.

⁴ Idem

Les demandes formulées et les réponses apportées

Comme en 2004, les demandes formulées sur le FIL INFO DOC continuent à être différenciées, ce qui indique une diversité importante des besoins d'information exprimés par les professionnels de la politique de la Ville en Essonne.

Néanmoins, les demandes se sont légèrement recentrées autour de certaines thématiques (**40 types de demandes ont été enregistrés en 2005 au lieu de 49 en 2004**)⁵. Les demandes concernant des contacts de professionnels et de structures ont représenté l'essentiel des demandes formulées sur le FIL INFO DOC en 2005 (20,4%).

Même si la part des demandes de type ponctuel a continué à se stabiliser en 2005, certaines demandes ont nécessité des recherches complexes et/ou une élaboration de produits documentaires plus spécialisés. Par exemple, le FIL INFO DOC a été sollicité pour :

- la constitution d'un dossier sur l'insertion sociale des habitants dans le cadre des projets ANRU ;
- la mise en place d'enquêtes de victimation : la méthodologie et les coûts ;
- un état des lieux du droit des femmes en France et en particulier en Essonne.

Il est à noter également que **la lutte contre les discriminations est apparue comme une des thématiques pour lesquelles le FIL INFO DOC a été le plus sollicité au cours de l'année**⁶. Ce constat montre que le Centre de Ressources a continué à être identifié par les utilisateurs comme un lieu ressources sur la question de la lutte contre les discriminations, notamment en raison des différentes actions menées sur cette question depuis son ouverture en 2003, mais aussi en raison de son investissement dans la mise en place du « plan local et de la charte de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry-Centre Essonne ».

En 2005, encore plus que pour les années précédentes, le mode de diffusion des réponses a été adapté aux conditions d'accès à l'information des utilisateurs⁷ : **83% des réponses apportées ont fait l'objet d'une réponse à distance par mail, par courrier et par fax ; 17% des réponses apportées ont fait l'objet d'une consultation de documents à l'espace d'information et de documentation.**

98,6% des demandes formulées sur le FIL INFO DOC en 2005 ont obtenu une réponse grâce aux ressources d'information dont dispose le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Seules 1,4% des demandes ont été réorientées vers des structures documentaires spécialisées dans divers domaines (santé publique en particulier)⁸.

CONSTAT

En 2005, le FIL INFO DOC a confirmé son statut de service de proximité et d'expertise pour les professionnels de la Politique de la Ville en Essonne en matière d'information. Malgré une légère diminution du nombre de demandes et d'utilisateurs, le FIL INFO DOC a continué à être identifié par les professionnels de la politique de la Ville comme un

⁵ Voir le tableau « Typologie des demandes formulées sur le FIL INFO DOC en 2005 » proposé en annexes.

⁶ Idem

⁷ Voir le tableau « Les demandes formulées sur le FIL INFO DOC en 2005 » proposé en annexes.

⁸ Idem

service permettant de répondre véritablement à leurs besoins d'information, tout particulièrement par les professionnels de l'Essonne.

En 2005, ce service a poursuivi un véritable effort pour s'adapter à la diversité et à la complexité des demandes formulées, mais aussi à la multiplicité des conditions d'accès à l'information des utilisateurs en multipliant, par exemple, les réponses à distance.

PERSPECTIVES

En 2006, l'objectif principal sera de proposer aux adhérents, en complément du FIL INFO DOC, une newsletter portant sur l'actualité de la politique de la Ville aux niveaux national et local, projet qui avait été étudié en 2005 lors d'un stage de fin d'études réalisé par une stagiaire-documentaliste.

1.2 La lettre mensuelle d'information « Expression »

La lettre d'information «Expression» constitue le support principal de diffusion de l'information en direction des professionnels de la politique de la Ville sur le département, proposé par le Centre Ressources Politique de la Ville en Essonne.

La directrice du Centre Ressources Politique de la Ville en Essonne est la directrice de publication. La lettre « Expression » est coordonnée par la chargée d'information et de documentation.

CONTENU

Neuf numéros au total sont parus au cours de l'année 2005.

La ligne éditoriale a été maintenue en 2005 avec, au recto, le texte d'un chercheur ou d'un expert et, au verso, un texte présentant une association ou une expérience, la plupart du temps, essonniennne. Les thématiques suivantes ont été abordées au cours de l'année :

- la mixité chez les adolescents des quartiers en politique de la Ville ;
- les relations des parents avec l'école ;
- le logement et les copropriétés en difficulté ;
- la formation-qualification des acteurs de la politique de la Ville ;
- l'histoire des grands ensembles et la mémoire des habitants ;
- la ségrégation ethnique à l'école ;
- les projets de réussite éducative.

LES DESTINATAIRES

En 2005, la lettre « Expression » a été diffusée à **1400 destinataires**, soit **une augmentation moyenne de 16%** par rapport à l'année 2004.

Elle continue à être destinée :

- sur le département de l'Essonne : aux élus, aux partenaires institutionnels, aux associations, aux centres sociaux, aux Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents, aux chefs de projet politique de la Ville, aux

coordinateurs CLSPD, aux coordinateurs des Projets de Réussite Educative, aux coordinateurs CEL, aux coordinateurs de la veille éducative, aux présidents des communautés d'agglomération, à la DPPJJ, aux Délégués de l'Etat, au réseau d'éducation prioritaire etc.

- sur le plan national et régional : au réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville, aux partenaires institutionnels, aux intervenants, à la presse spécialisée etc.
- sur le plan de la vie associative : aux adhérents, aux membres du conseil d'administration, aux membres du comité des financeurs, aux participants des différentes manifestations proposées par le Centre de Ressources, etc.

En 2005, **1100 structures/personnes ont été destinataires de la lettre « Expression » par mail, soit environ 78% des destinataires.**

En 2005, **le nombre de destinataires par mail a augmenté de 73%** par rapport à l'année 2004. Enfin, dès la fin de l'année 2005, il a été décidé pour des raisons budgétaires que la lettre « Expression » serait diffusée uniquement par mail aux destinataires.

CONSTAT

Au cours de l'année 2005, le nombre des destinataires de la lettre « Expression » a continué à progresser. Avant tout, c'est l'augmentation du nombre de destinataires par mail qui a été particulièrement significative. Cette augmentation a permis au Centre de Ressources d'atteindre ses objectifs en matière de diffusion électronique d'information, mais surtout lui a permis de réaliser des économies significatives.

La lettre « Expression » a continué à constituer un support de diffusion de l'information apprécié des professionnels de la politique de la Ville en Essonne, en particulier en raison de sa périodicité régulière, de son contenu riche et ancré sur le local, et de sa large diffusion sur le département.

PERSPECTIVES

En 2006, l'objectif est double :

- **maintenir la richesse des contenus proposés et la régularité de la parution ;**
- **atteindre le nombre de 2 000 destinataires.**

1.3 La base de données « Annuaire » et les mailings d'information

Afin de diffuser rapidement une information fiable et de qualité auprès des professionnels de la Politique de la Ville en Essonne, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a mis en place en 2003 un outil informatique personnalisé, une base de données « Annuaire » réalisée sous ACCESS par un prestataire informatique.

Une chargée de la base de données « Annuaire » a été recrutée depuis octobre 2003 pour alimenter et mettre à jour cet outil, ce qui constitue un investissement important en temps travaillé. La chargée d'information et de documentation a continué à suivre les évolutions de cet outil en lien avec le prestataire, la chargée de la base de données et

l'assistante de direction.

En 2005, la base de données «Annuaire » a comporté **3 483 contacts, soit une augmentation de 41%** par rapport à l'année 2004. Une importante collecte de mails et un effort de saisie régulier ont permis d'enrichir les fiches contacts et d'augmenter le nombre d'abonnés à la lettre « Expression ».

De plus, la base de données «Annuaire » a particulièrement évolué en 2005 en termes de fonctionnalités.

En décembre 2005, le prestataire informatique a livré **une version 5 de la base de données**, suite à une analyse approfondie des besoins réalisée tout au long de l'année auprès des différents membres de l'équipe. Cette nouvelle version comporte et propose :

- un requêteur qui permet d'interroger la plupart des données saisies dans la base de données et de les croiser en fonction des besoins ;
- un module de comptabilité complet qui permet de mieux gérer les paiements des utilisateurs du Centre de Ressources et les adhésions (facturation, relances etc.) ;
- des éditions entièrement revues qui permettent une meilleure utilisation et une meilleure communication des données contenues dans la base de données (impression des fiches contacts, export de tableaux statistiques, suivi des paiements etc.) ;
- la gestion de la norme AFNOR qui permet de bénéficier de tarifs postaux plus avantageux ;
- un assouplissement de la gestion des entités, des événements et des services.

Afin d'optimiser cette nouvelle version de la base de données «Annuaire » auprès des publics du Centre de Ressources, **des mailings réguliers ont été réalisés** à partir du logiciel "Sarbacane", en particulier dès la rentrée 2005. **Ces mailings portent sur l'actualité du Centre de Ressources, mais aussi désormais sur l'actualité de ses partenaires institutionnels et associatifs.** Ces derniers sont appelés « Traits d'union ». Les mailings sont le plus souvent hebdomadaires, voire bi-hebdomadaires.

Dès la rentrée 2005, les mailings réalisés (diffusion de la lettre « Expression », des programmes des événements organisés par le Centre de Ressources etc.) ont également connu une réelle évolution au niveau de leur mise en forme. Au lieu du texte brut, du texte enrichi a été utilisé pour rédiger les textes des mailings. Surtout, des images y ont été intégrées. Cette évolution a été possible avec la conception de pages Web en HTML.

CONSTAT

Au cours de l'année 2005, le Centre de Ressources a su concrétiser la plupart de ses objectifs en matière de diffusion d'information, en finalisant l'évolution de la base de données « Annuaire ». Les données contenues dans la base ont été enrichies et fiabilisées.

Cette évolution a été menée par le prestataire informatique qui a su s'adapter considérablement aux nouveaux besoins recensés auprès de l'équipe. L'année 2005 marque le point final de la réalisation de ce projet qui a été particulièrement riche pour l'équipe et a permis d'optimiser le travail de chacun de ses membres.

Par ailleurs, le Centre de Ressources a su proposer de nouvelles formes de communication en diversifiant le contenu de ses mailings et en rendant plus attractive leur forme pour leurs destinataires.

PERSPECTIVES

En 2006, l'objectif est d'augmenter le nombre des contacts saisis, mais aussi de poursuivre cet effort qualitatif afin d'optimiser l'ensemble des fonctionnalités de la base de données « Annuaire », en particulier les mailings réguliers d'information.



2. Documentation

Conformément à ses statuts, la mission de documentation représente une mission privilégiée du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

Elle a pour objectif de mettre à disposition des professionnels de la politique de la Ville en Essonne un fonds documentaire traitant des questions liées à la politique de la Ville, aux niveaux européen, national, régional et local.

En 2005, deux principaux outils, mis en place en 2003, ont permis de poursuivre cette mission :

- **l'espace d'information et de documentation**, qui apporte une mise à disposition des documents en fonction d'une demande précise formulée par l'utilisateur ;
- **les dossiers de participants**, qui apportent une mise à disposition plus large et plus systématique des principaux éléments d'une thématique.

En 2005, cette mission a maintenu ses objectifs auprès de ses bénéficiaires, malgré l'emménagement du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne à la Maison Départementale de l'Habitat.

2.1. L'espace d'information et de documentation

L'espace d'information et de documentation constitue l'outil principal mis en place par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne en 2003 pour assurer sa mission de documentation auprès des professionnels de la politique de la Ville sur le département. Il continue à être géré et animé par la chargée d'information et de documentation. 4 documentalistes ont également effectué leur stage au Centre de Ressources au cours de l'année 2005 et ont ainsi contribué activement à cette mission.

Du 1^{er} janvier au 15 juin 2005, l'espace d'information et de documentation a été ouvert au public uniquement sur rendez-vous du mardi au vendredi de 10H00 à 18H00.

A partir du 15 septembre 2005, après l'emménagement à la Maison Départementale de l'Habitat, l'espace d'information et de documentation a été ouvert au public uniquement sur rendez-vous du lundi au vendredi de 9H00 à 12h30 et de 13h30 à 17H30.

Il a été fermé exceptionnellement au public du 15 juin au 15 septembre 2005 en raison de l'emménagement à la Maison Départementale de l'Habitat et de l'installation du Centre de Ressources dans ses nouveaux locaux.

Du 15 novembre au 31 décembre 2005, l'accueil des utilisateurs a été également limité aux adhérents.

CONTENU

En 2005, ce fonds documentaire a été composé de **25 abonnements à la presse nationale, locale et spécialisée, de 15 titres de lettres d'information, de plus de 2000 publications et dossiers documentaires**. Il recouvre les différents domaines liés à la politique de la Ville, tant au niveau local, national et européen. Il est organisé en fonction d'un plan de classement thématique.

Pour constituer et gérer ce fonds, les activités documentaires suivantes ont été réalisées au cours de l'année 2005 :

- gestion des abonnements et réception des périodiques ;
- sélection et commandes des ouvrages ; demandes gracieuses auprès des services de presse ; estampillage des documents (couverture, cotes, fiches de prêt) ;
- veille documentaire : téléchargement de documents disponibles sur Internet ; dépouillement de la presse quotidienne, de la presse spécialisée, des lettres d'information etc.

En 2005, **la constitution de dossiers documentaires** a été également normalisée, notamment avec la constitution d'un dossier "Politique de la Ville" et d'un dossier "Logement". Ces dossiers sont consultables sur rendez-vous à l'espace d'information et de documentation.

Dans **le logiciel Alexandrie**, le module "commandes" a été enrichi par la mise en place d'une base de données de fournisseurs, d'éditeurs et de services de presse. Le paramétrage de la base de données de documents a été également affiné, notamment par l'enrichissement du thésaurus géographique.

L'emménagement à la Maison Départementale de l'Habitat a constitué en 2005 un projet à part entière pour l'espace d'information et de documentation : il a nécessité une organisation et un temps de travail particulièrement conséquents.

En 2005, **25 rendez-vous ont eu lieu à l'espace d'information et de documentation**⁹. 4 personnes sont revenues plus d'une fois en rendez-vous¹⁰. Le nombre de rendez-vous a donc diminué par rapport à 2004. On peut donner deux explications à cette diminution :

- la fermeture de l'espace d'information et de documentation pendant la période du déménagement du Centre de Ressources à la Maison Départementale de l'Habitat ;
- les professionnels ont de moins en moins de temps pour consulter sur place les documents et préfèrent bénéficier des services à distance.

CONSTAT

A partir du second semestre 2005, en raison de l'installation dans les locaux de la Maison Départementale de l'Habitat, l'espace d'information et de documentation a bénéficié d'une meilleure qualité d'accueil du public et d'une meilleure valorisation du fonds documentaire.

Néanmoins, ce déménagement a provoqué une baisse de la fréquentation de cet

⁹ Voir le tableau « Les demandes formulées sur le FIL INFO DOC en 2005 » proposé en annexes.

¹⁰ Pour obtenir le détail des éléments concernant la nature des demandes de rendez-vous, le profil des utilisateurs de l'espace d'information et de documentation, et les réponses apportées, se reporter au 1.1.

espace pendant l'année 2005. La gestion et l'alimentation du fonds documentaire n'ont pu également, dans ces circonstances, être améliorées quantitativement en 2005 à la hauteur des prévisions avancées.

PERSPECTIVES

En 2006, il est important, pour améliorer et renforcer la gestion de l'espace d'information et de documentation de recruter un(e) assistant(e) de documentation en emploi-tremplin. Ce poste permettra de procéder à la gestion des activités documentaires (commandes, traitement des documents etc.) et continuer la saisie informatique du fonds documentaire dans le logiciel Alexandria.

2.2 Les dossiers de participants

Les dossiers de participants, élaborés par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne en 2003, ont pour objectif d'enrichir les principaux éléments énoncés lors d'une manifestation organisée par le Centre de Ressources.

CONTENU

Ces dossiers sont remis aux participants lors des différentes manifestations organisées par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Le contenu est déterminé par la directrice avec la chargée d'information et de documentation et les intervenants. Ils sont constitués par l'assistante de formation, avec l'aide des membres de l'équipe.

Ils contiennent de manière générale :

- une bibliographie thématique ;
- un ou plusieurs textes produits par les intervenants ;
- un ou plusieurs articles de presse ou chapitres d'ouvrage ;
- des plaquettes de présentation de structures.

NOMBRE DE DOSSIERS

En 2005, **900 dossiers** ont été remis aux participants lors de :

- 5 rencontres-débats ;
- 5 réunions d'information pour les associations ;
- 1 journée d'information et de réflexion ;
- 11 cycles de qualification et de sensibilisation ;
- et 2 groupes de travail.

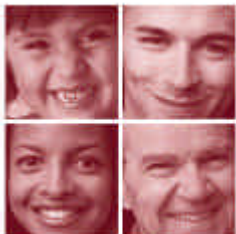
En 2005, les dossiers ont continué à être remis aux participants, la plupart du temps, en format papier. Néanmoins, pour une meilleure gestion des coûts, des dossiers en format électronique ont été mis en place pour les cycles de qualification et envoyés aux participants par mail avant et après le déroulement des cycles. Cette évolution a donc permis au Centre de Ressources de réaliser des économies concernant les coûts de diffusion en papier.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

Au cours de l'année 2005, ces dossiers ont permis d'apporter de l'information aux professionnels, qui souvent n'ont pas le temps de s'informer régulièrement sur des sujets d'actualité ou des thématiques pointues.

Ces dossiers ont ainsi pleinement participé à la qualité visée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Ils constituent un élément important du succès rencontré par les journées d'information et les rencontres-débats. Ils ont également entraîné des demandes sur le FIL INFO DOC et des adhésions.

En 2006, l'objectif est de poursuivre cette production, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif.



3. Site Internet

Pour un centre de ressources, un site Internet constitue un outil incontournable car il permet une meilleure accessibilité et une meilleure visibilité de l'information qu'il relaie et produit.

Depuis novembre 2004, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a mis à disposition des professionnels de la politique de la Ville son site Internet, hébergé gracieusement par la Maison de Banlieue et de l'Architecture pour une durée temporaire.

L'année 2005 a constitué une année d'observation concernant cet outil. Il était en effet important d'en évaluer la fréquentation et d'en mesurer les impacts sur les activités du Centre de Ressources pour stabiliser son contenu et la navigation proposée.

OBJECTIFS

Les principaux objectifs du site Internet sont de :

- informer un plus large public et mieux communiquer sur les activités, l'actualité et les projets du Centre de Ressources ;
- mettre à disposition en accès libre toutes les productions réalisées par le Centre de Ressources, notamment les actes des journées d'information et de réflexion, les actes des rencontres-débats, la lettre d'information mensuelle « Expression », les bibliographies thématiques etc. ;
- proposer des outils de capitalisation d'expériences essonniennes (fiches d'expériences etc.).

REALISATION DES MISES EN LIGNE ET DES MISES A JOUR

En 2005, le site Internet du Centre de Ressources a été mis à jour et alimenté régulièrement, en moyenne deux fois par mois, par la chargée d'information et de documentation.

Hormis la mise à jour des manifestations organisées par le Centre de Ressources et la mise à jour des bibliographies, les éléments suivants ont été mis en ligne afin d'enrichir le contenu du site Internet :

- **« le plan local et la charte de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry - Centre Essonne »** (en mars 2005) ;
- **les actes de la journée d'information et de réflexion du 9 avril 2004 « Lutte contre les discriminations à l'emploi : comprendre-prévenir-agir »** (en mai 2005) ;

- **les actes de 6 rencontres-débats organisées en 2004** (en septembre 2005) ;
- **les actes de la journée d'information et de réflexion du 4 novembre 2004 « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville »** (en novembre 2005).

NOMBRE DE VISITEURS/EVALUATION

En 2005, le site Internet du Centre de Ressources a reçu **11 266 visiteurs différents et 14 104 visites. 48 045 pages** au total ont été consultées.

Par mois, ce sont donc en moyenne :

- **940 visiteurs différents qui ont consulté ce site Internet ;**
- **1 175 visites qui ont été effectuées ;**
- **4 004 pages qui ont été visitées.**

A partir des statistiques relevées, il est également visible que le principe du téléchargement des fichiers en format PDF a continué à être utilisé en 2005 par les visiteurs du site Internet. Par exemple, les actes de la journée d'information et de réflexion du 9 avril 2004 « Lutte contre les discriminations à l'emploi : comprendre-prévenir-agir », les actes des rencontres-débats organisées en 2004 et les actes de la journée d'information et de réflexion du 4 novembre 2004 « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » ont été particulièrement visités en 2005.

L'année 2005 a donc confirmé une observation faite au lancement du site à la fin de l'année 2004 : le principal objectif du site a répondu aux attentes des visiteurs, c'est-à-dire le téléchargement de toutes les productions du Centre de Ressources.

Pour évaluer la communication faite sur le site à la fin de l'année 2004, une recherche sur le référencement du site a été réalisée en février 2005. Cette recherche a été menée à deux niveaux : d'une part, sur le référencement fait par les partenaires du Centre de Ressources (pointage des liens vers le site du Centre de Ressources); d'autre part, sur le référencement fait par les moteurs de recherche (recherche par mots-clés).

Cette recherche a montré que le référencement du site (que ce soit celui fait par les partenaires du Centre de Ressources ou que ce soit celui fait par les moteurs de recherche) était encore « timide ». Ce résultat s'explique en partie par le fait que le site Internet est hébergé par la Maison de Banlieue et de l'Architecture en nom de sous-domaine.

CONSTAT

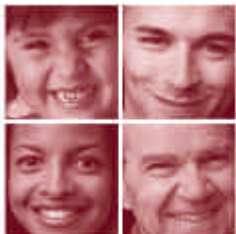
En 2005, les objectifs fixés et les résultats observés en 2004 ont été confirmés par le nombre de visiteurs annuels et par le nombre de pages consultées. On peut donc avancer que les professionnels de la politique de la Ville se sont appropriés cet outil. Sa mise à jour et son alimentation régulières ont contribué à valoriser la qualité de son contenu.

PERSPECTIVES

En 2006, le principal objectif concernant le site Internet est d'optimiser cet outil, en agissant à la fois sur son contenu, mais aussi sur sa forme. Il s'agira d'améliorer la navigation des internautes, de leur proposer une offre d'information diversifiée, ainsi que d'améliorer la gestion et la mise à jour du site.

Pour cela, il est prévu de :

- **changer l'adresse du site pour être hébergé de manière autonome vis-à-vis de la Maison de Banlieue et de l'Architecture et référencer le site sur les principaux moteurs de recherche (Google, Yahoo etc.);**
- **modifier l'adresse du site Internet sur tous les supports de communication du Centre de Ressources et en réaliser la diffusion ;**
- **veiller à la qualité du site par des mises à jour régulières ;**
- **mettre en ligne de nouveaux produits et outils d'information : dossier d'information sur la lutte contre les discriminations raciales à l'emploi et à la formation, répertoire des acteurs et des actions du « plan local et la charte de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry - Centre Essonne », etc.**



4. Publications et capitalisation d'expériences

Les missions de publication et de capitalisation d'expériences constituent deux missions récemment investies par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

Elles ont toutes les deux pour objectifs de garder trace, de valoriser et de diffuser auprès des professionnels de la politique de la Ville sur le département :

- pour la mission de publications, les contributions données par les intervenants dans le cadre des rencontres-débats, des journées d'information et de réflexion organisées par le Centre de Ressources ;
- pour la mission de capitalisation d'expériences, des expériences essonniennes relatives aux axes de travail du Centre de Ressources.

En 2004, les premières publications ont été mises en ligne sur le site Internet du Centre de Ressources. En 2005, la capitalisation d'expériences a fait l'objet d'une réflexion approfondie quant à sa mise en œuvre pour aboutir à la réalisation de premiers outils de capitalisation d'expériences.

A la différence des autres missions du Centre de Ressources, ces deux missions ont connu une mise en place progressive. Des moyens financiers et des moyens humains étaient en effet indispensables pour enclencher la réalisation de ce projet.

Des compétences spécifiques, des méthodologies innovantes et des nouvelles technologies ont su être mobilisées en 2005 par le Centre de Ressources pour pérenniser sa mission de publications et ouvrir ce grand « chantier » de la capitalisation d'expériences.

4.1 LES PUBLICATIONS

En 2004, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne avait concrétisé sa mission de publication par la mise en ligne sur son site Internet des actes des journées d'information et de réflexion et des actes des rencontres-débats organisées en 2003, ainsi que par l'édition de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville ».

En 2005, le Centre de Ressources s'est fixé pour objectifs de poursuivre cet effort d'accessibilité, mais aussi de qualité en matière de ligne éditoriale, **en publiant sur son site Internet les actes de l'ensemble des manifestations organisées en 2004.**

OBJECTIFS

Cette mission a pour principaux objectifs de :

- garder trace des contributions données par les intervenants dans le cadre des rencontres-débats, des journées d'information et de réflexion ;
- les publier ;
- les mettre à disposition ;
- les diffuser.

REALISATION DES PUBLICATIONS

D'octobre 2004 à octobre 2005, une chargée de mission publications en contrat d'apprentissage en DESS à la Faculté d'Evry Val d'Essonne a été recrutée pour assurer cette mission en lien avec la chargée d'information et de documentation. Depuis la fin de ce contrat, la chargée d'information et de documentation a repris intégralement le suivi de cette mission.

En 2005, le Centre de Ressources a réalisé et mis en ligne sur son site Internet les publications suivantes :

- les actes de la journée d'information et de réflexion du 9 avril 2004 « **Lutte contre les discriminations à l'emploi : comprendre-prévenir-agir** » ;
- les actes de la journée d'information et de réflexion du 4 novembre 2004 « **Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville** » ;
- les actes de six rencontres-débats organisées par le Centre de Ressources en 2004 :
 - « **Faire grandir les enfants : expériences collectives dans les quartiers d'habitat social** » de Joëlle Bordet ;
 - « **Quartiers en mouvement : pour une pédagogie de l'implication** » de Permis de Vivre la Ville ;
 - « **Je suis noir et je n'aime pas le manioc** » de Gaston Kelman ;
 - « **La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué** » d'Olivier Masclat ;
 - « **Chômeurs et précaires au coeur de la question sociale** » d'Evelyne Perrin ;
 - « **L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé?** » de Robert Castel.

Pour cela, en 2005, les activités suivantes ont fait l'objet d'une procédure formalisée et normalisée :

- mise en place d'une clause spécifique sur les publications dans la convention établie avec les intervenants ;
- envoi d'un formulaire d'autorisation de publication destiné aux intervenants ;
- recueil des textes des intervenants et/ou retranscription des interventions ;
- « réécriture » des textes recueillis et des retranscriptions afin de rendre accessibles par écrit les interventions réalisées en style oral ;
- dans certains cas, travail sur les droits d'auteur pour les images, les photos ;
- dans certains cas, élaboration d'annexes (glossaire, bibliographie etc.) ;

- correction des textes « réécrits » et validation par les auteurs ;
- mise en page par le concepteur graphique ;
- dernières relectures et pointage des corrections à partir du Bon A Tirer envoyé par le concepteur graphique ;
- remerciements des auteurs et annonce de la mise en ligne de leurs textes ;
- mise en ligne des textes sur le site Internet du Centre de Ressources et mailing annonçant cette mise en ligne auprès des destinataires de la lettre « Expression ».

CONSTAT

En 2005, le Centre de Ressources a poursuivi son effort de qualité en publiant les actes de l'ensemble des manifestations organisées en 2004 et en formalisant les procédures de mise en oeuvre. Il a aussi démontré sa régularité en matière de publications en réduisant les délais de réalisation.

PERSPECTIVES

En 2006, le Centre de Ressources devra poursuivre cet effort de qualité, de rigueur et d'accessibilité en publiant régulièrement les actes de l'ensemble de ses manifestations organisées en 2005 et éventuellement au premier semestre 2006 :

- les cinq rencontres-débats ayant eu lieu au cours de l'année 2005 (parution prévue en mars 2006) ;
- la journée d'information et de réflexion du 1er décembre 2005 « Histoire des grands ensembles, mémoire des habitants » (mise en ligne prévue en juin 2006) ;
- les différentes rencontres-débats qui seront organisées au premier semestre de l'année 2006 (mise en ligne prévue au deuxième semestre 2006);
- les journées d'information et de réflexion qui seront organisées au premier semestre de l'année 2006 (mise en ligne prévue au deuxième semestre 2006).

Pour valoriser la diffusion des différentes publications réalisées par le Centre de Ressources depuis 2004, un catalogue électronique de ces publications pourra également être conçu et diffusé par mail.

4.2 LA CAPITALISATION D'EXPERIENCES

En 2005, le Centre de Ressources a amorcé la mise en oeuvre de sa mission de capitalisation d'expériences, mission qu'il n'avait pu réaliser en 2003 et 2004 par manque de moyens humains et financiers.

Pour éviter les multiples écueils inhérents à la mise en oeuvre d'une telle démarche, le Centre de Ressources a choisi, avant de se lancer directement dans l'action, de **mener en amont une réflexion approfondie sur cette notion de capitalisation d'expériences, notion largement répandue dans les domaines de la politique de la Ville et de la cohésion sociale, mais aussi notion dont l'emploi est parfois peu adapté aux réalités humaines et techniques.**

OBJECTIFS

Cette mission a pour principaux objectifs de :

- garder trace des expériences essonniennes relatives aux axes de travail du Centre de Ressources ;
- les publier ;
- les mettre à disposition ;
- les diffuser.

REALISATION DE LA MISSION

Pendant trois mois, le Centre de Ressources a confié à une stagiaire-documentaliste en DESS à l'Institut national des techniques de la documentation (INTD-CNAM) la réflexion préalable à la mise en œuvre de la mission de capitalisation d'expériences. Ce travail a été mené sous la responsabilité pédagogique de la chargée d'information et de documentation.

Pour poser les jalons de cette réflexion, cette stagiaire a procédé à :

- un état des lieux de la capitalisation d'expériences auprès des 15 centres de ressources politique de la Ville régionaux et départementaux ;
- la rédaction d'un guide méthodologique ;
- la rédaction d'une fiche-type de recueil de capitalisation d'expériences ;
- la rédaction d'un cahier des charges relatif à la réalisation d'une base de données de capitalisation d'expériences.

Pour concrétiser cette réflexion, le Centre de Ressources a décidé d'amorcer immédiatement la mise en œuvre de sa mission de capitalisation d'expériences par la réalisation **d'un répertoire des acteurs et des actions du « plan local de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry – Centre-Essonne »**. Afin de réaliser ce premier outil de capitalisation d'expériences, le Centre de Ressources a recruté, dès la mi-novembre 2005, cette stagiaire-documentaliste dans le cadre d'un CDD.

CONSTAT

En 2005, le Centre de Ressources a su amorcer, de manière significative, sa mission de capitalisation d'expériences, mission particulièrement difficile à mettre en œuvre.

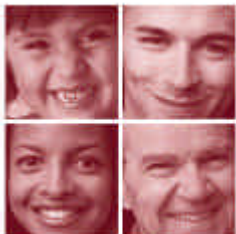
A travers la réflexion préalable menée sur cette démarche, le Centre de Ressources a su montrer sa capacité à analyser et à adapter les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de capitalisation d'expériences.

PERSPECTIVES

En 2006, le Centre de Ressources pourra concrétiser cette mission par la mise en ligne sur son site Internet des outils de capitalisation d'expériences suivants :

- le répertoire des acteurs et des actions du « plan local de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry - Centre Essonne » ;

- **les expériences recensées par les groupes de travail organisés par le Centre de Ressources, notamment sur les relations des parents avec l'école.**



5. Qualification des professionnels

La mission de qualification des professionnels représente un axe important de l'activité du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. A ce titre, la démarche d'ingénierie mise en place mobilise l'ensemble des compétences de l'équipe. Elle requiert une logistique importante et une attention particulière à la qualité des propositions.

Une démarche d'analyse de besoins a été menée, au dernier trimestre 2004, auprès de professionnels de la politique de la Ville et de responsables associatifs. Complétée par une analyse de l'ensemble des fiches d'évaluation, elle a permis d'identifier deux types de propositions de qualification et de formation :

1) une proposition généraliste et transversale concernant la politique de la Ville. Présentée sous forme d'un catalogue, elle était organisée autour de trois thématiques et de huit sessions :

- **La politique de la Ville, le logement et l'habitat :**
 - « Mieux connaître et comprendre la politique de la Ville » ;
 - « Mieux connaître et comprendre le Plan de cohésion sociale » ;
 - « La question du logement à caractère social en Ile-de-France et en Essonne » ;
 - « Lutte contre les discriminations au logement : comprendre pour mieux intervenir ».
- **Les observatoires :**
 - « Mettre en place et conduire un observatoire local » ;
 - « Présentation de l'observatoire national des Zones Urbaines Sensibles ».
- **Autour de l'exposition « Des ensembles assez grands : mémoire et projets en Essonne » :**
 - « Conduire un projet sur la mémoire au service d'un territoire » ;
 - « Pour une ville passante et solidaire : acquérir une culture de l'urbanité ».

2) une proposition spécifique dédiée à la question de la lutte contre les discriminations. Elaborée en tant que programme départemental de sensibilisation et de formation 2005 « Prévenir et réduire les discriminations dans l'accès à l'emploi et à la formation », elle était organisée autour de trois cycles de qualification et d'une journée de sensibilisation :

- « Intégration, discriminations : de quoi parle-t-on ? » ;
- « Des représentations sociales aux stéréotypes » ;
- « Discriminations et représentations sociales » ;
- sensibilisations 1-2 et 3 : « Un enjeu pour l'intégration sociale et la mixité », « Gérer la diversité culturelle en entreprise » et « Faire reconnaître le droit du citoyen ».

5.1 LA POLITIQUE DE LA VILLE, LE LOGEMENT ET L'HABITAT

5.1.1 Cycle de qualification « Mieux connaître et comprendre la politique de la Ville »

Ce cycle avait pour objectifs de :

- clarifier les enjeux actuels ;
- aborder l'historique de la politique de la Ville, son organisation et ses dispositifs ;
- appréhender la politique de la Ville et son actualité : enjeux, historique, dispositifs ;
- fournir des repères conceptuels et pratiques associés aux pratiques des professionnels ;
- appréhender plus spécifiquement les problématiques de la participation des habitants, de la lutte contre les discriminations, des opérations de rénovation urbaine ;
- mener une réflexion et organiser des échanges sur les questions et les débats qui traversent la politique de la Ville.

INTERVENANT

Jean-Bernard CHEBROUX, sociologue/consultant Etudes-Formation, en politiques publiques et sociales, en organisation et différents domaines de la sociologie : notions générales, ville, santé, travail, famille, politique, méthodologie d'enquête et d'études. Sociologue-statisticien de l'Observatoire social des Ulis (91) de mars 2000 à juin 2004.

DATE

19 mai 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

15 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était satisfaisant.

D'un point de vue qualitatif, sur les 11 fiches d'évaluation retournées, 91% des participants déclarent que la formation leur a permis de retracer l'historique de l'organisation et des dispositifs de la politique de la Ville.

45% sont « tout à fait » satisfaits de la réflexion qui a été menée sur les problématiques actuelles liées à la politique de la Ville.

5.1.2 Cycle de qualification « Mieux connaître et comprendre le Plan de cohésion sociale »

Ce cycle avait pour objectifs de :

- fournir une appréhension du Plan de cohésion sociale : orientation globale, domaines et buts (les piliers), enjeux et objectifs visés, programmes prévus, moyens et dispositifs indiqués ;

- fournir les repères conceptuels et théoriques visés par le Plan de cohésion sociale afin de comprendre sa finalité et de favoriser des implications ;
- mener une réflexion analytique, critique et constructive, et organiser des échanges sur les questions qui entourent le Plan de cohésion sociale.

Les participants ont abordé les points suivants :

- rappel théorique sur la cohésion sociale : lien social, cohésion sociale, organisation, les quatre sphères de l'exclusion ;
- le Plan de cohésion sociale : motifs, organisation et financement du plan dans son ensemble ;
- les trois piliers du plan : l'emploi, le logement et l'égalité des chances.

INTERVENANT

Jean-Bernard CHEBROUX, sociologue/consultant Etudes-Formation, en politiques publiques et sociales, en organisation et différents domaines de la sociologie : notions générales, ville, santé, travail, famille, politique, méthodologie d'enquête et d'études. Sociologue-statisticien de l'Observatoire social des Ulis (91) de mars 2000 à juin 2004.

DATE

9 juin 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

24 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était élevé.

D'un point de vue qualitatif, sur les 17 questionnaires retournés, 56% des participants ont été « tout à fait » satisfaits par cette journée de formation.

70% des participants déclarent que la formation leur a permis de définir les orientations autour des trois piliers du Plan de cohésion sociale.

5.1.3 Cycle de qualification « La question du logement à caractère social en Ile-de-France et en Essonne »

Ce cycle avait pour objectifs de :

- donner des informations nécessaires à la compréhension des situations ;
- favoriser l'acquisition de repères méthodologiques ;
- clarifier les enjeux actuels ;
- mener une réflexion et organiser les échanges sur les pratiques entre les différents acteurs ;
- assurer un éclairage sur les outils, les démarches et les acteurs.

Les participants ont abordé les points suivants :

- le fonctionnement du logement en Ile-de-France ;
- les copropriétés en difficulté ;
- la prévention des expulsions.

INTERVENANTS

Ce cycle de qualification a été élaboré en partenariat avec l'ADIL 91, l'IAURIF et le PACT-ARIM 91.

Sont intervenus lors de ce cycle :

- Christine CORBILLE, économiste-démographe à l'IAURIF ;
- Nathalie COSTANDI, chargée de mission au PACT-ARIM 91 ;
- Jean-Luc DUCHEMIN, directeur de l'ADIL 91 ;
- Serge GARBE, directeur Adjoint d'Essonne Habitat ;
- Maria PEAN, conseillère juriste à l'ADIL 91 ;
- Nicolas RAGHAVAN, coordinateur du PDALPD au Conseil général de l'Essonne (Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées) ;
- Patricia TEULET, directrice de l'ADIL 92.

DATES

24 novembre 2005 de 9h à 17h et 25 novembre 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

29 participants, soit 53 participants en cumulé sur les deux journées.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était très élevé.

D'un point de vue qualitatif, les réponses des 20 questionnaires d'évaluation montrent que 55% des participants ont acquis une vision d'ensemble du parc de logements en Ile-de-France et en Essonne (45% moyennement). 90% des participants ont pu appréhender les enjeux actuels du logement en Ile-de-France.

5.1.4 Cycle de qualification « Lutte contre les discriminations au logement : comprendre pour mieux intervenir »

Ce cycle avait pour objectifs de :

- repérer et analyser les constats actuels (mesures, indicateurs, études et recherches) ;
- mettre en débat des définitions et des concepts-clefs pour permettre leur appropriation ;
- présenter des expériences et des projets innovants de lutte contre les discriminations dans le logement (projets EQUAL, etc.).

Les participants ont abordé les points suivants :

- la mesure des discriminations dans l'habitat, les constats empiriques et les processus discriminatoires ;
- définitions et concepts principaux ;
- la lutte contre les discriminations dans l'habitat au sein des politiques actuelles ;
- moyens et outils de lutte contre les discriminations dans l'accès au logement.

INTERVENANTE

Anne SAUVAYRE, chargée d'études à FORS Recherche sociale dans les domaines du logement, de la politique de la Ville et de l'action sociale.

DATES

15 décembre 2005 de 9h à 17h et 16 décembre 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

21 participants, soit 39 participants en cumulé sur les deux journées.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était très élevé.

D'un point de vue qualitatif, sur les 17 questionnaires remis et analysés par le Centre de Ressources, 82% des participants ont pu comprendre les définitions portant sur la lutte contre les discriminations. 35% des participants connaissent le cadre juridique de manière « tout à fait » satisfaisante.

5.2 LES OBSERVATOIRES

5.2.1 Cycle de qualification « Mettre en place et conduire un observatoire local »

Ce cycle avait pour objectifs de :

- fournir une compétence sur la démarche de l'outil « observatoire local » : concepts, fonctions, enjeux, méthode d'application ;
- favoriser la capacité de développement de l'outil ou de son usage par l'acquisition de repères conceptuels et méthodologiques ;
- mener une réflexion et organiser les échanges sur les pratiques entre les différents acteurs.

Une expérience en Essonne à travers le bilan de l'Observatoire social des Ulis (2000-2004) a servi d'exemple concret pour illustrer ces principes.

INTERVENANT

Jean-Bernard CHEBROUX, sociologue/consultant Etudes-Formation, en politiques publiques et sociales, en organisation et différents domaines de la sociologie : notions générales, ville, santé, travail, famille, politique, méthodologie d'enquête et d'études. Sociologue-statisticien de l'Observatoire social des Ulis (91) de mars 2000 à juin 2004.

DATES

13 janvier 2005 de 9h à 17h et 19 janvier 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

22 participants, soit 41 participants en cumulé sur les deux journées.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était très élevé.

D'un point de vue qualitatif, l'analyse réalisée à partir de 18 questionnaires retournés montre que 75% des participants sont « tout à fait » satisfaits par cette formation. 70% déclarent avoir compris les principes d'application d'un observatoire, les règles de fonctionnement et les différentes étapes de la mise en place d'un observatoire.

5.2.2 Journée de qualification « Présentation de l'observatoire national des Zones Urbaines Sensibles »

Ce cycle avait pour objectifs de :

- répondre aux besoins de qualification émis par des chefs de projets, chargés de mission politique de la Ville en Essonne ;
- livrer l'état des réflexions sur la question de l'observation ;
- présenter le rapport de l'observatoire national des Zones Urbaines Sensibles et le Système d'Information Géographique de la Délégation Interministérielle à la Ville.

INTERVENANTS

- Patricia COUDERC, chargée de mission Système d'Information Géographique à la Délégation Interministérielle à la Ville ;
- Emmanuel DUPONT, chargé de mission « Observatoire et prospective » à la Délégation Interministérielle à la Ville.

DATE

17 février 2005 de 14h à 17h.

PARTICIPANTS

17 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était très élevé. L'évaluation qualitative n'a pas été menée.

5.3 AUTOUR DE L'EXPOSITION « DES ENSEMBLES ASSEZ GRANDS : MEMOIRE ET PROJETS EN ESSONNE »

5.3.1 Cycle de qualification « Conduire un projet sur la mémoire au service d'un territoire »

Ce cycle de qualification a été organisé dans le cadre de l'exposition « **Des ensembles assez grands : mémoire et projets en Essonne** », réalisée en partenariat avec Maison de Banlieue et de l'Architecture d'Athis-Mons, le CAUE 91 et CINEAM.

Ce cycle avait pour objectifs de :

- faciliter l'acquisition d'une compétence sur la méthodologie de projet : concepts, fonctions, méthodes d'application ;
- comprendre la spécificité, l'intérêt et le fonctionnement d'un projet mémoire.

Les participants ont abordé les points suivants :

- la mémoire : un outillage au service du développement local ;
- les concepts autour de la mémoire : mémoire collective, individuelle, la relation avec l'histoire, etc. ;
- un projet « action mémoire » : la philosophie de projet, les étapes, le sens ;

- la relation avec les habitants : la déontologie, le premier contact, l'interview, la restitution, la valorisation, une structure permanente de soutien, une participation accrue, etc. ;
- la formation à la collecte : éléments de méthodologie, d'approche et du management du projet ;
- des exemples concrets de projet abouti : évaluation des effets.

INTERVENANT

Pierre WOLKOWINSKI, spécialiste au sein de l'entreprise « Territoires, Identités et Développement » dans le soutien au développement des initiatives culturelles de proximité et dans l'application de l'outil mémoire.

DATES

26 mai 2005 de 9h à 17h et 27 mai 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

18 participants, soit 34 participants en cumulé sur les deux journées.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était élevé.

D'un point de vue qualitatif, 15 participants sur les 18 ont retourné la fiche d'évaluation.

67% des participants sont « tout à fait » satisfaits par les 2 journées de formation. 87% des participants déclarent que cette formation leur a permis d'identifier et de se poser des questions sur les différentes étapes d'un tel projet.

5.3.2 Cycle de qualification « Pour une ville passante et solidaire : acquérir une culture de l'urbanité »

Ce cycle de qualification a été organisé dans le cadre de l'exposition « **Des ensembles assez grands : mémoire et projets en Essonne** », réalisée en partenariat avec Maison de Banlieue et de l'Architecture d'Athis-Mons, le CAUE 91 et CINEAM.

Ce cycle avait pour objectifs de :

- acquérir une culture de l'urbanité ;
- mieux comprendre la ville et ses principes ;
- savoir intégrer le temps comme une composante de la ville ;
- identifier la spécificité historique et spatiale des grands ensembles de logement.

Les participants ont pu aborder les points suivants :

- la permanence des principes de la ville depuis ses origines ;
- la genèse d'une ville de banlieue : l'exemple du quartier d'Athis-Mons et du Noyer Renard ;
- la remise en cause au cours du XX^{ème} siècle : les trois âges de la ville,
- l'architecture contre la ville ;
- une proposition de transformation d'un grand ensemble densification et découpage : l'exemple de Blois ;
- réflexion sur les grands ensembles essonnais.

INTERVENANTS

- Laurent BONY, architecte conseiller au CAUE de l'Essonne et professeur associé à l'Ecole d'Architecture de Paris-La-Villette ;
- Jean HARARI, architecte, professeur à l'Ecole d'Architecture de Paris-La-Villette ;
- Valérie KAUFFMMAN, architecte et paysagiste au CAUE de l'Essonne et enseignante à l'Ecole nationale du Paysage de Versailles ;
- Evelyne LUCAS, architecte urbaniste au CAUE de l'Essonne, associée à l'atelier d'architecture et d'urbanisme Atrium-Cité ;
- François PETIT, directeur de Maison de Banlieue et de l'Architecture.

DATES

16 juin 2005 de 9h à 17h et 17 juin 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

10 participants, soit 20 participants en cumulé sur les deux journées.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était satisfaisant, mais plus faible que dans les autres cycles.

D'un point de vue qualitatif, l'évaluation montre que, de manière générale, 73% des participants sont « tout à fait » satisfaits par cette formation. 57% des participants déclarent que ces stages leur ont permis de clarifier les concepts et de mener une réflexion sur les grands ensembles.

5.4 PROGRAMME DEPARTEMENTAL DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION 2005 « PREVENIR ET REDUIRE LES DISCRIMINATIONS DANS L'ACCES A L'EMPLOI ET A LA FORMATION »

Dans le cadre du Programme départemental de sensibilisation et de formation, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a coordonné en 2005 en lien étroit avec le FASILD, quatre stages de formation et de sensibilisation à la lutte contre les discriminations qui avaient pour objectifs de :

- sensibiliser et mobiliser durablement les acteurs institutionnels et privés ;
- les doter des outils conceptuels et méthodologiques ;
- élever leur niveau professionnel de compétences ;
- leur apporter des clefs de compréhension de phénomènes complexes faisant souvent l'objet de représentations stéréotypées, d'idées toutes faites ;
- les amener progressivement à prendre de la distance et adopter la bonne attitude professionnelle face aux obstacles rencontrés.

5.4.1 Cycle de qualification « Intégration, discriminations : de quoi parle-t-on ? »

A destination des acteurs du plan de lutte contre les discriminations, ce cycle avait pour objectifs de :

- revenir sur les représentations françaises de l'immigration et sur les enjeux

- sociaux de cette immigration ;
- situer les termes du débat public (intégration, assimilation, discrimination directe, discrimination indirecte, etc.) ;
- améliorer le niveau de connaissances juridiques en matière de lutte contre les discriminations ;
- engager une réflexion sur la prévention des discriminations.

INTERVENANTS

- Hervé BORDY, consultant et intervenant notamment à l'Institut Régional du Travail social de Lille et au Pôle Territorial de Formation de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (Régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie) ;
- Anne SAUVAYRE, chargée d'études à FORS Recherche sociale dans les domaines du logement, de la politique de la Ville et de l'action sociale. Elle a récemment animé des formations sur la lutte contre les discriminations pour les centres de ressources du Val d'Oise et de Seine-Saint-Denis. Elle accompagne l'agglomération de Saint-Quentin-en Yvelines dans l'élaboration de son plan de lutte contre les discriminations.

DATES

- 8 février 2005 de 9h à 17h ;
- 9 février 2005 de 9h à 17h ;
- 17 mars 2005 de 9h à 17h ;
- 18 mars 2005 de 9h à 17h ;
- 31 mars 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

29 participants, soit 117 participants en cumulé sur les cinq journées.

Le public était constitué d'acteurs -professionnels, institutionnels et associatifs- impliqués dans le « plan de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et de la communauté d'agglomération d'Evry Centre-Essonne ».

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était très élevé.

D'un point de vue qualitatif, les résultats de l'évaluation montrent que 72,7% des participants ayant répondu à la fiche d'évaluation sont « tout à fait » satisfaits par ces journées de formation.

71% des participants déclarent qu'ils peuvent à présent situer historiquement et sociologiquement les notions d'intégration et de discrimination et reconnaître les différentes formes de la discrimination au travail.

65% des participants affirment avoir mené, au cours de cette formation, une réflexion sur la prévention des discriminations.

5.4.2 Cycle de qualification « Des représentations sociales aux stéréotypes »

A destination des acteurs institutionnels, agents des services des collectivités territoriales et des services de l'Etat, ce cycle avait pour objectifs de :

- comprendre le processus de construction des représentations sociales et professionnelles ;

- s'interroger sur les attitudes et les comportements qui font obstacles à la rencontre et à la communication ;
- réfléchir sur des modalités professionnelles pour prévenir les mécanismes discriminatoires au sein des institutions.

INTERVENANTE

Kathy TOLILA, formatrice « lutte contre les discriminations » auprès d'agents des missions locales à Auch (2004), d'agents de la chambre des métiers et de l'industrie à Toulouse (2004) et d'acteurs institutionnels, associatifs et de terrain dans le cadre du plan territorial de lutte contre les discriminations au travail du Grand Tarbes (2001-2002).
Référente du plan local de lutte contre les discriminations raciales au travail – TARBES, responsable de formation – IFRASS – TOULOUSE.

DATE

11 mars 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

23 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était élevé.

D'un point de vue qualitatif, les résultats de l'évaluation de la journée montrent que 65% des participants sont « tout à fait » satisfaits.

L'évaluation souligne que la présentation de situations et les échanges ont pu être bénéfiques tant d'un point de vue professionnel que personnel.

50% des participants ont pu mieux comprendre leur propre système de valeurs et amorcer une réflexion sur les attitudes et les comportements.

Pour une grande majorité des participants, cette formation a été l'occasion d'une prise de conscience en raison de la pédagogie adoptée par l'intervenante qui a su sensibiliser sans culpabiliser.

5.4.3 Cycle de qualification « Discriminations et représentations sociales »

A destination des associatifs, des intermédiaires de l'emploi et des acteurs de terrain, ce cycle avait pour objectifs de :

- comprendre le processus de construction des représentations sociales et professionnelles ;
- s'interroger sur les attitudes et les comportements qui font obstacle à la rencontre et à la communication ;
- s'interroger sur son propre système de valeur et pratiquer la distanciation ;
- mener une réflexion sur les moyens d'action.

INTERVENANTE

Kathy TOLILA, formatrice « lutte contre les discriminations » auprès d'agents des missions locales à Auch (2004), d'agents de la chambre des métiers et de l'industrie à Toulouse (2004), et d'acteurs institutionnels, associatifs et de terrain dans le cadre du plan territorial de lutte contre les discriminations au travail du Grand Tarbes (2001-2002).
Référente du plan local de lutte contre les discriminations raciales au travail – TARBES, responsable de formation – IFRASS – TOULOUSE.

DATE

25 mars 2005 de 9h à 17h.

PARTICIPANTS

22 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était élevé.

D'un point de vue qualitatif, les résultats de l'évaluation montrent que 48,2% des participants sont « tout à fait » satisfaits par cette formation.

82% des participants déclarent avoir compris ce que sont les discriminations. 59% des participants ont appris à repérer et à analyser les stéréotypes et les clichés.

Pour une grande majorité des participants, cette formation a été l'occasion d'une prise de conscience en raison de la pédagogie adoptée par l'intervenante qui a su sensibiliser sans culpabiliser.

5.4.4 La journée de sensibilisation

Cette journée a été organisée en trois modules :

- **La sensibilisation 1 « Un enjeu pour l'intégration sociale et la mixité »** était destinée aux élus du département de l'Essonne et, en particulier aux élus des villes signataires du plan de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry Centre-Essonnes ;
- **La sensibilisation 2 « Gérer la diversité culturelle en entreprise »** était destinée aux parrains des entreprises signataires du plan de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry Centre-Essonnes, ainsi qu'au personnel des entreprises signataires de « la charte de la diversité culturelle » ;
- **La sensibilisation 3 « Faire reconnaître le droit du citoyen »** était destinée aux représentants des associations impliquées dans le plan de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry Centre-Essonnes ou mobilisées dans la lutte contre les discriminations.

INTERVENANT

Hervé BORDY, consultant et intervenant notamment à l'Institut Régional du Travail social de Lille et au Pôle Territorial de Formation de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (Régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie).

DATES

- Sensibilisation 1 : 16 mars 2005 de 9h30 à 12h ;
- Sensibilisation 2 : 16 mars 2005 de 14h30 à 17h ;
- Sensibilisation 3 : 16 mars 2005 de 18h30 à 20h.

PARTICIPANTS

Au total, 22 participants : 6 pour la sensibilisation 1 ; 7 pour la sensibilisation 2 et 9 pour la sensibilisation 3.

EVALUATION

L'évaluation quantitative montre que le taux de participation était faible.

Cette journée de sensibilisation a été très moyennement suivie par les élus et les représentants des entreprises. En 2006, de nouvelles propositions devraient permettre de mieux répondre aux besoins des élus et des personnels des entreprises.

EVALUATION QUANTITATIVE DU PROGRAMME DEPARTEMENTAL

Au total, 96 professionnels ont participé à ces cycles, soit 184 participants en cumulé. Une évaluation qualitative a été adressée au FASILD.

EN COMPLEMENT DU PROGRAMME DEPARTEMENTAL

Trois demi-journées d'information destinées à un large public ont été organisées en partenariat avec le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, le FASILD et les associations Génération Femmes Rissoises, ACIP, Génération II-Citoyenneté-Intégration, Communication Santé Famille, Génération Femmes Evry et le Collectif de Parents 91 :

- Le Centre de Ressources a organisé les 24 juin et 1^{er} juillet 2005 deux demi-journées d'information intitulées « Agir !!! Contre les discriminations à l'emploi » avec le collectif de parents 91 ;
- Le Centre de Ressources a participé le 14 décembre 2005, avec Génération II-Citoyenneté-Intégration et le Relais Formation, à une discussion-échanges intitulée « Le plan de lutte contre les discriminations : un soutien pour les familles ». Cette demi-journée d'information a eu lieu à la Maison du Monde d'Evry.

CONSTAT GENERAL

En 2005, ce sont 252 professionnels qui ont participé aux différents cycles de qualification, soit en cumulé 427 participants sur l'ensemble des cycles.

21,1% des participants se sont inscrits au moins à deux cycles de qualification au cours de l'année 2005, ce qui montre une certaine fidélisation des publics.

Le niveau de participation est passé de 156 professionnels en 2004 à 252 en 2005. On constate donc une évolution quantitative de la participation de +62%. En cumulé, cela représente une évolution de +38,7% de la participation.

Les principales fonctions des participants sont : responsables ou bénévoles d'associations (34,8%), agents des collectivités territoriales (22,9%), les agents du Conseil Général de l'Essonne (11,1%), professionnels de la politique de la Ville (8,7%). Ont été aussi présents les agents des services de l'Etat (7,9%).

Les participants proviennent de 27 villes en Essonne sur 39 villes au total dont 20 villes en contrats de ville. La ville d'Evry est fortement représentée (40%) probablement en raison de la proximité de l'équipement. Les villes de Courcouronnes et de Corbeil-Essonnes, de Morsang-sur-Orge, de Juvisy-sur-Orge sont aussi très représentées.

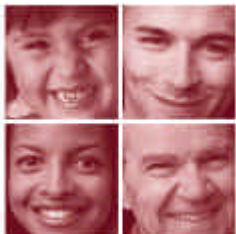
PERSPECTIVES

En 2006, le Centre de Ressources a pour objectif d'optimiser sa mission de qualification. Un programme élaboré à partir d'une analyse de besoins est proposé pour l'ensemble de l'année 2006, sous forme d'un catalogue mis en ligne sur le site Internet. Il comprend dix sessions de formation à raison d'une session par mois en moyenne. Afin de prendre en compte les contraintes des professionnels, les sessions sont limitées à une ou deux journées, ce qui correspond à leur disponibilité moyenne.

L'analyse des besoins de qualification montre qu'il existe une attente en matière d'appui et de méthodes de travail telles que l'observation, l'évaluation, le montage et la conduite de projet : le premier axe du catalogue de formation sera prioritairement orienté sur le savoir-faire.

En 2006, en accord avec le FASILD, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne poursuivra sa démarche de sensibilisation et de formation en matière de lutte contre les discriminations. Cette problématique constitue le second axe de l'offre de qualification.

La nécessité d'une gestion budgétaire rigoureuse a nécessité une participation financière plus importante des stagiaires. Désormais, elle est fixée à 100 euros pour les adhérents et 150 euros pour les non-adhérents, par stage de deux jours. Ce montant, fixé par le Conseil d'Administration, permet de rendre accessible l'ensemble des cycles aux acteurs associatifs.



6. Echanges, rencontres, débats

Faisant suite à une analyse qualitative régulièrement menée auprès de différents réseaux de professionnels de la politique de la Ville de l'Essonne, et en particulier en 2005 auprès des coordinateurs des Projets de Réussite Educative, le Centre de ressources Politique de la Ville en Essonne a mis en place quatre types de manifestations :

- **les rencontres-débats mensuelles « Entre parenthèses »** proposent de rencontrer un chercheur ou un expert autour de la publication d'un ouvrage, d'un rapport ou d'un film ayant eu une certaine audience ou ayant alimenté qualitativement un débat public récemment ;
- **les journées d'information et de réflexion** traitent de façon plus approfondie une question sociale, politique ou urbaine en tant qu'enjeu de la politique de la Ville ;
- **les réunions d'informations mensuelles « association d'idées »** permettent de valoriser des initiatives émanant d'associations et de réunir des acteurs associatifs autour d'un projet particulier ;
- **les groupes de travail** réunissent régulièrement, sur une durée de quatre à six mois, des professionnels afin de mener une analyse collective sur une problématique sociétale forte et de faire émerger des préconisations.

6.1 LES RENCONTRES-DEBATS « ENTRE PARENTHESSES »

En 2005, le Centre de Ressources a organisé cinq rencontres-débats qui se sont tenues uniquement au cours du premier semestre 2005. En effet, lors du second semestre, le Centre de Ressources n'a pu en programmer en raison de l'équipement en cours de la salle de conférence de la Maison Départementale de l'Habitat.

Parmi ces cinq rencontres-débats, quatre concernaient la thématique de l'habitat :

- **« L'atlas des nouvelles fractures sociales en France »** animée par Christophe GUILLUY et Christophe NOYE ;
- **« Le 10^{ème} rapport de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement en France en 2005 »** animée par Christophe ROBERT ;
- **« Le monde des grands ensembles »** et **« Billardon, histoire d'un grand ensemble »** animée par Frédéric DUFAUX, Hervé VIEILLARD-BARON et Sylvain TABOURY ;

- « **Petit traité de la banlieue** » animée par Marc HATZFELD.

Par ailleurs, s'est tenue la rencontre débat intitulée :

- « **Monsieur Islam n'existe pas : pour une désislamisation des débats** » animée par Dounia BOUZAR.

1) Rencontre-débat « Monsieur Islam n'existe pas : pour une désislamisation des débats »

DATE

10 février 2005 de 10h à 12h30.

INTERVENANTE

Dounia BOUZAR, doctorante en anthropologie et chargée de mission « Islam et action sociale » à la Protection judiciaire de la jeunesse.

Auteur de « *Monsieur Islam n'existe pas : pour une désislamisation des débats* », Hachette Littératures, 2004.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a rassemblé 48 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était satisfaisant.

L'évaluation qualitative de ce type de proposition n'a pas été mise en place.

2) Rencontre-débat « L'atlas des nouvelles fractures sociales en France »

DATE

10 mars 2005 de 9h à 12h.

INTERVENANTS

- Christophe GUILLUY, géographe consultant, directeur du bureau d'études géographiques et urbaines MAPS ;
- Christophe NOYE, géographe indépendant pour les collectivités locales.

Auteurs de « *Atlas des nouvelles fractures sociales en France : les classes moyennes oubliées et précarisées* », éditions Autrement, 2004.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a rassemblé 29 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était satisfaisant.

L'évaluation qualitative de ce type de proposition n'a pas été mise en place.

3) Rencontre-débat « Le 10^{ème} rapport de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement en France en 2005 »

DATE

6 avril 2005 de 9h à 12h.

INTERVENANT

Christophe ROBERT, sociologue, responsable des études et de la recherche à la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés.

Responsable de la rédaction du « 10^{ème} rapport de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement en France en 2005 », Fondation Abbé Pierre.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a rassemblé 60 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était élevé.

L'évaluation qualitative de ce type de proposition n'a pas été mise en place.

4) Rencontre-débat « Le monde des grands ensembles » et « Billardon, histoire d'un grand ensemble »

Cette rencontre-débat a été organisée dans le cadre de l'exposition « Des ensembles assez grands : mémoire et projets en Essonne » réalisée en partenariat avec Maison de Banlieue et de l'Architecture, le CAUE 91 et CINEAM.

DATE

20 mai 2005 de 9h30 à 12h.

INTERVENANTS

- Frédéric DUFAUX, maître de conférence en géographie urbaine, au laboratoire MOSAIQUES (UMR LOUEST) à l'Université Paris X- Nanterre ;
- Hervé VIEILLARD-BARON, professeur de géographie urbaine à l'école doctorante des sciences sociales à l'Université Paris VIII- Saint-Denis.

Auteurs de « *Le monde des grands ensembles* », éditions Créaphis, 2004.

- Sylvain TABOURY, sociologue, enseignant à l'école d'architecture de Versailles et chargé d'études à Maison de Banlieue et de l'Architecture.

Co-auteur de « *Billardon, histoire d'un grand ensemble* », éditions Créaphis, 2004.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a rassemblé 28 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était satisfaisant.

L'évaluation qualitative de ce type de proposition n'a pas été mise en place.

5) Rencontre-débat « Petit traité de la banlieue »

Cette rencontre-débat a été organisée dans le cadre de l'exposition « Des ensembles assez grands : mémoire et projets en Essonne » réalisée en partenariat avec Maison de Banlieue et de l'Architecture, le CAUE 91 et CINEAM.

DATE

3 juin 2005 de 14h à 17h.

INTERVENANT

Marc HATZFELD, sociologue, conseiller pour les collectivités territoriales, les ministères ou des réseaux associatifs sur les raisons et les façons d'agir dans les banlieues.

Auteur de « *Petit traité de la banlieue : repères pour l'intervention sociale* », éditions Dunod, 2004.

PARTICIPANTS

Cette rencontre-débat a rassemblé 17 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le taux de participation était assez faible. L'évaluation qualitative de ce type de proposition n'a pas été mise en place.

EVALUATION GENERALE

En 2005, ce sont en tout 182 personnes qui ont participé aux 5 rencontres-débats organisées au premier semestre. Deux rencontres-débats en particulier ont rencontré un vif succès. Il s'agit de « Monsieur Islam n'existe pas : pour une désislamisation des débats » et « Le 10^{ème} rapport de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement en France en 2005 ».

Plus de 24% des participants sont venus au moins à deux rencontres-débats au cours de l'année 2005.

Les principales fonctions des participants sont : responsables ou bénévoles d'associations (28%), agents des collectivités territoriales (20,3%), agents du Conseil Général de l'Essonne et les agents des services de l'Etat (13,7%), ainsi que les professionnels de la politique de la Ville (8,2%).

Les participants proviennent de 32 villes dont 25 villes essonniennes. La ville d'Evry est fortement représentée probablement en raison de la proximité de l'équipement. Les villes de Courcouronnes, de Corbeil-Essonnes, de Juvisy-sur-Orge et d'Athis-Mons sont aussi représentées de manière importante.

PERSPECTIVES

En 2006, les actes des rencontres-débats réalisées en 2005 seront mis en ligne sur le site Internet du Centre de Ressources.

En 2006, le Centre de Ressources continuera à proposer régulièrement des rencontres-débats « entre parenthèses ».

Pour le premier semestre, dix rencontres-débats sont au programme autour des thèmes suivants :

- **LA QUESTION EDUCATIVE :**
 - « L'apartheid scolaire : enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges » le 17 janvier 2006, avec Georges FELOUZIS, sociologue et professeur à l'université Victor Segalen Bordeaux 2 ;
 - « Précarité, stratégies familiales et déscolarisation » le 28 février 2006, avec Maryse ESTERLE-HEDIBEL, maîtresse de conférence à l'IUFM du Nord-Pas-de-Calais et chercheure au CESDIP/CNRS ;
 - « L'institution scolaire et ses miracles » le 30 mars 2006, avec Smaïn LAACHER, sociologue, chercheur au Centre d'étude des mouvements

sociaux (CEMS) laboratoire - CNRS-EHESS et chargé d'enseignement à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

- **LE LOGEMENT, L'HABITAT ET LA MEMOIRE DES GRANDS ENSEMBLES :**
 - « Ils ont filmé les grands ensembles », le 14 mars 2006 avec Marie-Catherine DELACROIX, directrice de CINEAM ;
 - « Le rapport annuel 2006 de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement en France » le 25 avril 2006, avec Christophe ROBERT, sociologue, responsable des études et de la recherche à la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés ;
 - « La vie avant la mienne » - film réalisé dans le cadre du projet « Art-Ethno », piloté par Acte 91, mené avec la classe de 4^{ème}3 du collège Jean-Vilar à Grigny - le 27 avril 2006, avec Sébastien LEDOUX, enseignant au collège Jean Vilar à Grigny.
- **LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS :**
 - « Le Plafond de Verre » le 18 mai 2006 avec Yamina BENGUIGUI, cinéaste et écrivain, réalisatrice du film ;
 - « Discriminations et ethnicisation » le 30 mai 2006 avec Manuel BOUCHER, Faïza GUELAMINE, Régis PIERRET et Alexandrie POLI ;
 - « Au-delà du noir et du blanc » le 15 juin 2006, avec Gaston Kelman ;
 - « L'égalité par le droit : les paradoxes de la discrimination positive aux Etats-Unis » le 30 juin 2006, avec Daniel SABBAGH, docteur en science politique et chargé de recherche au CERI (Sciences-po).

Le second semestre proposera également trois rencontres-débats qui sont à l'étude.

6.2 UNE JOURNEE D'INFORMATION ET DE REFLEXION « HISTOIRE DES GRANDS ENSEMBLES, MEMOIRE DES HABITANTS »

De façon générale, cette journée a permis au Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne de situer les termes du débat public et d'apporter des repères en favorisant la rencontre entre le public, des chercheurs et des experts. L'objectif est de mener une réflexion collective sur une problématique en favorisant la confrontation des points de vue des professionnels de terrain.

En raison du déménagement et de contraintes logistiques liées à son installation dans de nouveaux locaux, le Centre de Ressources a été en capacité d'organiser seulement une journée d'information et de réflexion en 2005.

DATE

1^{er} décembre 2005 de 9h à 17h.

OBJECTIFS ET CONTENU

Cette journée d'information et de réflexion a été réalisée dans le cadre des partenariats suivants :

- l'exposition « Des ensembles assez grands : mémoire et projets en Essonne », réalisée avec Maison de Banlieue et de l'Architecture, le CAUE de l'Essonne et CINEAM ;

- le projet européen Equal « Odyssees-Les médiateurs de la mémoire » avec Génériques, la FACEEF, l'AEFTI et la BDIC.

L'axe principal de cette journée était centré sur les « projets mémoire » qui mobilisent des compétences et des savoir-faire spécifiques dans la restitution de la mémoire des habitants de ces quartiers.

INTERVENANTS

Cette journée a été ouverte par François PETIT, directeur de Maison de Banlieue et de l'Architecture, Evelyne BOUZZINE, directrice du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne et Saïd BOUZIRI, Président de Génériques.

Elle a été close par Evelyne BOUZZINE et Mustapha BELBAH, sociologue à Génériques.

Ont participé également à l'organisation et à l'animation de cette journée en raison de leur expertise, de leurs expériences et de leurs compétences complémentaires, les professionnels suivants :

- Frédérique BAZZONI, directrice des archives départementales de l'Essonne ;
- Farouk BELKEDDAR, secrétaire général de Génériques ;
- Jean-Barthélemy DEBOST, chargé de Développement Culturel, Bureau du Patrimoine - Conseil Général de Seine-Saint-Denis ;
- Marie-Catherine DELACROIX, directrice de CINEAM ;
- Babacar FALL, directeur du FASILD Ile-de-France ;
- Katell GUIZIOU, chargée de mission Réseau à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) ;
- Sébastien LEDOUX, enseignant au collège Jean-Vilar à Grigny ;
- Mustapha NAJMI, chef de projet « Traces » à Aralis ;
- Pierre PEILLON, géographe et sociologue à l'Union sociale pour l'habitat ;
- Sylvain TABOURY, sociologue, enseignant à l'école de Versailles ;
- Thibault TELLIER, maître de conférence à l'Université Lille 3, membre du comité de pilotage du programme « Ville et mémoire » DIV/DAF ;
- Patrick VEGLIA, chargé d'études à Génériques.

PARTICIPANTS

Cette journée d'information et de réflexion a rassemblé 123 participants.

EVALUATION

D'un point de vue quantitatif, le niveau de participation est tout à fait satisfaisant. Ce chiffre confirme que ce type de manifestation correspond aux attentes des professionnels.

L'évaluation qualitative de la participation montre que les principales fonctions des participants sont : chercheurs, étudiants (27,6%), agents des collectivités territoriales (25,2%), responsables ou bénévoles d'associations (22,8%), agents des services de l'Etat et du Conseil Général de l'Essonne et travailleurs sociaux (5,7% pour chaque catégorie). Les professionnels de la politique de la Ville ont été peu représentés (1,6%), ainsi que les bailleurs (3,3%).

L'analyse montre également que les participants proviennent de 34 villes dont 25 situées en Essonne. La ville de Paris est également majoritairement représentée (près de 14%). Les villes de Fontainebleau, Athis-Mons, Evry et Sainte-Geneviève-des-Bois sont aussi très représentées.

PERSPECTIVES

Les actes de cette journée d'information et de réflexion seront mis en ligne sur le site Internet du Centre de Ressources probablement dans le courant du 2^{ème} trimestre 2006.

En 2006, une présentation de l'exposition « Des ensembles assez grands : mémoire et projets en Essonne » sera organisée au mois d'avril à la Maison Départementale de l'Habitat.

Pour cette année 2006, deux thématiques sont à l'étude et concernent :

- les Projets de Réussite Educative ;
- les projets ANRU.

6.3 LES REUNIONS D'INFORMATION « ASSOCIATIONS D'IDEES »

Ces réunions intitulées « associations d'idées » ont été initialisées au cours du second trimestre en 2005 afin de répondre à la demande des associations.

Ces rencontres ont pour objectifs de rassembler des responsables, bénévoles ou autres professionnels du secteur associatif, de renforcer les contacts et l'échange entre associations, de valoriser des expériences, initiatives ou projets associatifs innovants.

Ces réunions « associations d'idées » se veulent souples dans la mise en place, professionnelles mais aussi conviviales. Afin de favoriser l'échange et le dialogue, le nombre de participants est limité.

Au cours de cette année 2005, quatre réunions d'information ont eu lieu :

- « Les observatoires sociaux : expériences de la CAF de l'Essonne et de la MIPES » ;
- « Le Dispositif Local d'Accompagnement de l'Essonne : un soutien technique aux associations » ;
- « L'appui aux micro-projets associatifs » ;
- « Les archives associatives : un outil pour l'histoire de l'immigration » dans le cadre du projet EQUAL « Odyssées-Les médiateurs de la mémoire ».

1) Réunion d'information « Les observatoires sociaux : expériences de la CAF de l'Essonne et de la MIPES »

DATE

23 juin 2005 de 9h à 12h.

OBJECTIFS ET CONTENU

La MIPES - Mission d'Information sur la Pauvreté et l'Exclusion Sociale d'Ile-de-France est un lieu d'information, d'observation et d'échanges sur les phénomènes de pauvreté et de précarité.

L'Observatoire Social de la CAF de l'Essonne constitue un « outil » pour l'amélioration de la connaissance des populations et de leurs besoins. En ce sens, ces deux expériences, à titre d'exemple, ont permis d'apporter un éclairage sur la démarche, le fonctionnement et la mise en place d'un observatoire.

Cette réunion a permis d'aborder les questions suivantes :

- A quelles demandes répondent ces démarches d'observation sociale ?
- Qu'apportent ces deux démarches d'observation sociale ?
- Ces observatoires permettent-ils de développer une analyse partagée entre acteurs ?
- Comment les différents acteurs ont pu y être associés ?

INTERVENANTS

- Sylvie CAROEN, responsable de l'Observatoire social à la CAF de l'Essonne ;
- Michel CASTELLAN, administrateur de l'INSEE à la MIPES.

PARTICIPANTS

Cette réunion a rassemblé 9 participants.

2) Réunion d'information « Le Dispositif Local d'Accompagnement de l'Essonne : un soutien technique aux associations »

DATE

17 novembre 2005 de 14h30 à 17h.

OBJECTIFS ET CONTENU

Cette réunion d'information a permis de présenter aux participants le Dispositif Local d'Accompagnement de l'Essonne. Ce dispositif a pour mission d'apporter un soutien technique (mise en place d'une comptabilité analytique, définition d'une stratégie ou recherche de financement) aux structures d'utilité sociale et notamment aux associations. Par la suite, la réunion a donné la possibilité à une structure bénéficiaire de témoigner de cet accompagnement.

INTERVENANT

Jean-Marc HAVEZ, responsable DLA à l'Association pour le Développement Economique – ADEE.

PARTICIPANTS

Cette réunion a rassemblé 18 participants.

3) Réunion d'information « L'appui aux micro-projets associatifs »

DATE

8 décembre 2005 de 14h à 17h.

OBJECTIFS ET CONTENU

L'ARDEVA Ile-de-France a pour mission l'information, l'appui et l'aide au financement des micro-projets associatifs par le FSE - Fonds Social Européen.

Les participants ont pu assister à la présentation du dispositif (critères d'éligibilité, procédures d'instruction, sélection des projets, possibilités d'accompagnement, etc.). Ils ont également échangé sur leurs possibilités d'accéder à ce financement.

Une session supplémentaire à cette réunion est prévue pour le mois de janvier 2006.

INTERVENANT

L'ARDEVA Ile-de-France, l'Association pour le Développement de la Vie Associative en Ile-de-France.

PARTICIPANTS

Cette réunion a rassemblé 12 participants.

4) Réunion d'information « Les archives associatives : un outil pour l'histoire de l'immigration »

DATE

13 décembre 2005 de 14h30 à 16h30.

OBJECTIFS ET CONTENU

Dans le cadre du projet européen EQUAL «Odyssées », Génériques et le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne se sont associés afin de sensibiliser et de former les acteurs associatifs de l'Essonne à la nécessité de préserver, de valoriser leur patrimoine et d'encourager la réalisation de projets mémoire sur l'histoire, ainsi que sur la mémoire de l'immigration et des quartiers. Cette réunion a donc permis de présenter ce projet EQUAL et d'apporter aux participants une méthodologie de travail.

INTERVENANT

GENERIQUES, organisme de recherches et de création culturelle, spécialisé dans l'histoire et la préservation des archives de l'immigration.

PARTICIPANTS

Cette réunion a rassemblé 13 participants.

EVALUATION GENERALE

En 2005, ce sont donc 52 personnes qui ont participé aux réunions intitulées « associations d'idées ».

Les principales fonctions des participants étaient : responsables ou bénévoles d'associations (51,9%), agents des collectivités territoriales (11,5%), agents du Conseil Général de l'Essonne en charge des questions associatives (9,6%), chercheurs, étudiants (7,7%) et professionnels d'entreprises d'insertion (5,8%).

Les participants proviennent de 16 villes dont 15 situées en Essonne. La ville d'Evry est majoritairement représentée (plus de 40%) ce qui s'explique en partie par la situation géographique du Centre de Ressources. Les villes de Courcouronnes, Viry-Châtillon, Grigny et Ris-Orangis sont aussi très représentées.

PERSPECTIVES

Le taux de fréquentation étant satisfaisant et l'implication du milieu associatif étant confirmée, le Centre de Ressources poursuivra en 2006 les réunions d'information avec les responsables et bénévoles associatifs.

Au premier trimestre 2006, cinq réunions d'informations sont prévues :

- « L'appui aux micro-projets associatifs » avec l'ARDEVA (19 janvier 2006);
- « Art-Ethno : présentation de vidéos réalisées par des classes essonniennes » avec Acte 91 (2 février 2006);
- « Sabah, un film outil de prévention et de débat sur la violence » avec l'association As de Pic (21 février 2006);
- « Le plafond de verre, un projet européen Equal pour prévenir et lutter contre les discriminations » avec Bandits production (18 mars 2006) ;
- « Maison de Banlieue de l'Architecture et ses expositions », avec Maison de Banlieue et de l'Architecture (5 avril 2006).

D'autres réunions seront organisées tout au long de cette année 2006 et sont à l'étude actuellement.

Un dispositif d'évaluation qualitative portant sur la satisfaction des participants sera mis en place par mail dès l'année 2006.

6.4 LES GROUPES DE TRAVAIL

De façon générale, les groupes de travail correspondent à une forte attente des acteurs de la politique de la Ville. Ces groupes de travail réunissent des professionnels de diverses institutions afin de mettre en commun leurs pratiques en vue de les améliorer.

En 2005, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a organisé deux groupes autour des thématiques suivantes :

- « La mixité chez les adolescents des quartiers prioritaires : de l'observation à l'expérimentation d'actions nouvelles » ;
- « Les relations des parents avec l'école : sortir des idées reçues pour envisager des partenariats ».

Ces deux groupes s'inscrivent dans la continuité de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville » coordonnée et publiée par le Centre de Ressources en 2004.

1) Groupe de travail « La mixité chez les adolescents des quartiers prioritaires : de l'observation à l'expérimentation d'actions nouvelles »

DATES

- 18 février 2005 de 14h à 17h ;
- 25 mars 2005 de 14h à 17h ;
- 22 avril 2005 de 14h à 17h ;
- 27 mai 2005 de 14h à 17h ;
- 24 juin 2005 de 14h à 17h ;
- 19 octobre 2005 de 14h à 17h ;
- 8 novembre 2005 de 14h à 17h.

OBJECTIFS ET CONTENU

L'objectif de ce groupe était d'approfondir la réflexion sur la mixité des adolescents des quartiers prioritaires, d'interroger les représentations et les pratiques, de s'initier à des

méthodes d'observation et d'analyse issues des sciences sociales. Enfin, le groupe de travail avait pour vocation d'identifier les actions les plus fécondes et les plus pertinentes, voire d'en élaborer de nouvelles.

Le groupe a procédé à :

- un état des lieux de la mixité des adolescents des quartiers prioritaires ;
- une initiation à des méthodes d'observation et d'analyse ethnologique et sociologique ;
- l'élaboration de modes d'intervention ou de projets en direction des adolescents.

INTERVENANTS

Ce groupe de travail a été animé par Briac CHAUVEL et Erella DUVAL, sociologue et ethnologue à l'association Intégr'action, co-auteurs de la recherche-action « Les conditions de vie des femmes et des jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville ».

PARTICIPANTS

17 participants, soit 56 participants en cumulé sur les sept demi-journées.

2) Groupe de travail « Les relations des parents avec l'école : sortir des idées reçues pour envisager des partenariats »

DATES

- 05 avril 2005 de 14h à 17h ;
- 17 mai 2005 de 14h à 17h ;
- 14 juin 2005 de 14h à 17h ;
- 05 juillet 2005 de 14h à 17h ;
- 20 septembre 2005 de 14h à 17h ;
- 20 octobre 2005 de 14h à 17h ;
- 15 novembre 2005 de 9h30 à 12h30 exceptionnellement.

OBJECTIFS ET CONTENU

Ce groupe de travail avait pour objectif d'interroger les idées reçues, les blocages et les malentendus qui en résultent. Les participants ont été sensibilisés aux actions, aux méthodes et aux pratiques qui apportent des réponses et construisent des accords pour être amenés à envisager de nouvelles actions et/ou des outils capables de faciliter la confiance mutuelle.

Ont été également présentés des porteurs d'expériences qui posent les jalons du partenariat entre parents et école.

Le groupe a échangé autour de ces problématiques :

- système de représentations des parents sur l'école et réciproquement ;
- l'information, la communication et le dialogue entre l'institution et les parents ;
- la prévention, la gestion de crise et la médiation scolaire ;
- la question de l'orientation.

INTERVENANTE

Ce groupe de travail a été animé par Evelyne BOUZZINE, directrice du Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne. Ancienne directrice de la Cellule Nationale d'Appui Technique des REAAP – Réseaux Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents, rattachée à la Délégation Interministérielle à la Famille. Elle a précédemment été

responsable de formation à l'Ecole des Parents et des Educateurs Ile-de-France et chargée de mission Education / Formation au CEEP - Centre Européen des Entreprises Publiques.

PARTICIPANTS

33 participants, soit 126 participants en cumulé sur les sept demi-journées.

EVALUATION GENERALE

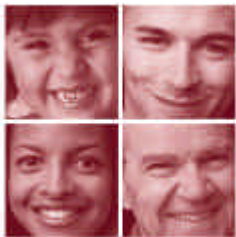
Le taux de participation, l'assiduité des professionnels et la qualité des échanges permettent d'avancer que les groupes de travail correspondent à une attente des professionnels.

PERSPECTIVES

Le Centre de Ressources procédera à la publication des textes produits par ces groupes de travail qui seront mis en ligne au cours de l'année 2006.

En 2006, le Centre de Ressources a pour projet de mettre en place deux groupes de travail :

- **« Les situations de discriminations : de l'analyse à l'action » à destination notamment des acteurs impliqués dans le plan de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et de la communauté d'agglomération d'Evry Centre-Essonne à partir de mai 2006 ;**
- **« Construire un projet social dans le cadre du renouvellement urbain : un pari et une opportunité » à partir de septembre 2006.**



7. Participation aux réseaux et partenariat avec des acteurs de la politique de la Ville

En 2005, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a poursuivi sa démarche de participation aux différents réseaux formels et informels de professionnels, tant aux niveaux européen, national et régional qu'au niveau départemental.

Il a également mis en place ou participé à des partenariats dans le département sur les thématiques transversales de la politique de la Ville. Sont présentés ici des partenariats qui ont nécessité un investissement dans la durée, qui ont fait l'objet de convention et qui ont produit des actions concrètes.

Cette mission est pilotée par la directrice qui y a consacré 25% de son activité, en privilégiant les partenariats essonniers. Pour des raisons de temps, le Centre de Ressources ne peut répondre à toutes les propositions, souvent fortes intéressantes.

7.1 AU NIVEAU EUROPEEN

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne s'est engagé en 2005 dans deux projets européens « EQUAL » :

- Le Centre de Ressources est partenaire du projet « **Odysée(s)-Former des médiateurs de la mémoire pour lutter contre les discriminations** » dans le cadre du Programme d'Initiative Communautaire FSE/EQUAL et piloté par Génériques, organisme de recherche et de création culturelle, spécialisé dans l'histoire et la mémoire de l'immigration.
Ce partenariat, initialisé et conventionné en 2005, se réalisera tout au long de l'année 2006 avec Génériques, la BDIC - Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, la FACEEF et l'AEFTI Fédération.
- Le Centre de Ressources est aussi partenaire du projet « **Le Plafond de verre** » conduit au titre du Programme d'Initiative Communautaire FSE/EQUAL et piloté par Bandits Production.
Ce projet sera mené en partenariat avec les Centres de Ressources Profession Banlieue et le Pôle de Ressources Départemental Ville et Développement social du Val d'Oise tout au long de l'année 2006.

Les deux projets sont mis en œuvre au plan régional par un ensemble de co-réalisateurs, dénommés membres du PDD « Partenariat De Développement ». Il fait l'objet d'une convention et contribue aux objectifs assignés au FSE dans EQUAL en matière de lutte contre les inégalités et les discriminations en lien avec le marché du travail, en particulier à travers une coopération transnationale.

7.2 AU NIVEAU NATIONAL

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, en tant que membre du réseau des Centres de Ressources Politique de la Ville, a assisté régulièrement aux rencontres organisées par la Délégation Interministérielle à la Ville. L'objectif est d'échanger sur les pratiques et les modes d'organisation et de partager l'information.

Le Centre de Ressources a pris part également aux différentes réunions d'un réseau expérimental organisées par la DIV dans le cadre d'une démarche menée conjointement avec le FASILD et la DRTEFP sur la lutte contre les discriminations à l'emploi et à l'accès au logement.

7.3 AU NIVEAU REGIONAL

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a participé aux réunions de travail proposées par la Mission Ville Ile-de-France afin de mener une réflexion portant sur la région Ile-de-France.

Le Centre est également partenaire des deux projets EQUAL précédemment cités et mis en oeuvre en Ile-de-France.

Par ailleurs, il a été associé à l'étude menée par le cabinet GESTE à l'initiative de la préfecture de la région Ile-de-France. Cette étude portait sur les besoins de la région Ile-de-France en matière de qualification, de mise en réseau et de fonction ressources.

Le rendu de cette étude a donné lieu au montage d'une action de sensibilisation à la lutte contre les discriminations dans les zones franches urbaines. Cette action est menée en commun par les trois centres de ressources politique de la Ville d'Ile-de-France et la préfecture de région Ile-de-France.

7.4 AU NIVEAU DEPARTEMENTAL

1) Dans le champ éducatif et du soutien à la parentalité

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est régulièrement en contact avec les membres du réseau informel des **coordinateurs de la Veille Educative de l'Essonne** et a répondu également aux demandes des membres de ce réseau en matière d'information et de documentation. En 2005, un partenariat avec la DDJS a été établi pour mettre en place une formation destinée **aux coordonnateurs des Contrats Educatifs Locaux essonniers** qui aura lieu dès janvier 2006.

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, membre du réseau des **Coordinateurs des Contrats Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de l'Essonne**, a également répondu aux demandes des membres de ce réseau en matière d'information et de documentation.

Le Centre de Ressources a impulsé la mise en place du réseau des **coordinateurs des Projets de Réussite Educative** essonniers. Ce dernier se réunit au rythme régulier d'une fois par mois et a élaboré une démarche de qualification des équipes pluridisciplinaires de Réussite Educative, à la demande du Bureau de la politique de la

Ville et des solidarités de la Préfecture de l'Essonne. Cette formation fait l'objet de conventions signées avec les villes concernées.

Le Centre de Ressources est partenaire d'**Acte 91**, dans le cadre du projet «Art-ethno ». Il a participé au partenariat établi autour du film «Une vie avant la mienne » réalisé par une classe de 4^{ème} du collège Jean Vilar à Grigny.

2) Dans le domaine de l'habitat et du logement

Le Centre de Ressources s'est fortement impliqué dans le projet partenarial de coréalisation d'une exposition grand public « **Des ensembles assez grands : mémoire et projets en Essonne** » avec Maison de Banlieue et de l'Architecture, l'association CINEAM, Maison de Banlieue et de l'Architecture et le CAUE 91.

L'exposition s'est tenue du 10 mai au 31 décembre 2005 dans les locaux de Maison de Banlieue et de l'Architecture à Athis-Mons. De façon complémentaire, une série de manifestations a été élaborée (conférences, formations, projections de vidéos, etc.) autour du thème « des ensembles assez grands : mémoire et projets en Essonne ».

En partenariat avec l'**ADIL 91** et le **PACT ARIM 91**, le Centre de Ressources a élaboré et réalisé un cycle de qualification intitulé « La question du logement à caractère social en Ile-de-France et en Essonne ».

Par ailleurs, le Centre de Ressources a été associé à la Fondation Abbé Pierre pour organiser la rencontre-débat autour de la thématique du mal-logement.

3) Dans le cadre du plan de lutte contre les discriminations

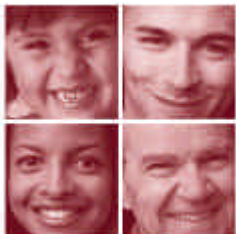
Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne s'est fortement impliqué dans «le plan de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des jeunes diplômés de Corbeil-Essonnes et de la Communauté d'Agglomération d'Evry – Centre-Essonne ».

Membre du comité de pilotage mené par le sous-préfet chargé de mission politique de la Ville en Essonne et signataire de la « charte de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de Corbeil-Essonnes et de la Communauté d'agglomération d'Evry - Centre -Essonne », il a contribué de sa place à l'avancée de ce projet.

De par son expertise et son expérience dans un réseau national, des préconisations ont pu être émises sur la méthode. Sur le territoire de l'Essonne, il a été procédé à l'information des partenaires et à l'argumentation en faveur de cette action auprès des associations, des intermédiaires de l'emploi et des acteurs des collectivités territoriales. Cette dynamique engagée dans le partenariat a été renforcée par le programme départemental de sensibilisation et de formation « Prévenir et réduire les discriminations dans l'accès à l'emploi et à la formation » réalisé en février et mars 2005.

Le Centre de Ressources a mené des actions d'information en partenariat avec Génération Femmes, Génération II-Citoyenneté-Intégration, le Collectif de parents 91, la Maison du Monde et la Mission Droit Ville pour faire connaître localement et également à un niveau régional le plan de lutte contre les discriminations.

Par ailleurs, une aide a également été apportée au GIP Centre-Essonne lors de la démarche de recrutement de la coordinatrice du plan local de lutte contre les discriminations.



8. Fonctionnement associatif et gestion de l'association

8.1 LE FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF

LES ADHERENTS

Pour l'année 2005, l'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne compte parmi ses adhérents des personnes physiques et morales intervenant dans le domaine de la politique de la Ville et du développement social dans le département de l'Essonne, et notamment :

- les communes, les Communautés d'Agglomération et de Communes du département de l'Essonne ;
- les fédérations et associations impliquées dans la politique de la Ville ;
- les professionnels et les experts du développement social urbain, et de l'intervention sociale ;
- les associations, les partenaires privés et les publics désireux de soutenir le projet de l'Association par leur adhésion, leur soutien financier ou leur action en matière de politique de la Ville ;
- des professionnels experts et des chercheurs intervenant dans ce même domaine.

En 2005, le nombre d'adhérents se compose comme suit :

- Personnes physiques : 61
- Personnes morales : 26
 - Dont : 21 associations*
 - ACIP
 - ACTE 91
 - ADAGIO Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale Intercommunale
 - ADIL 91
 - Agence d'Urbanisme et de développement Essonne-Seine-Orge
 - Association EMPREINTES 9
 - Association Génération Femmes
 - Association Génération II Citoyenneté-Intégration
 - Association INTEGR'ACTION
 - Association RESSOURCES Athis-Mons
 - Association V3M
 - Centre Social APVM
 - CIDFF Essonne
 - Collectif de Parents 91
 - Femmes Inter Associations-Inter Services Migrants
 - Ligue de l'Enseignement de l'Essonne
 - Maison de Banlieue et de l'Architecture
 - MIPOP

- PACT-ARIM Essonne
- Permis de Vivre la Ville
- UDAF de l'Essonne
- Organisme privés ou publics : 5
 - Agence foncière et Technique de la Région Parisienne
 - GIP Centre Essonne
 - GIP Grand Projet de Ville-PIC URBAN 2 de Grigny et Viry-Chatillon
 - GIP Réussite Educative Spinolienne
 - HLM IRP
- Les collectivités :
 - Dont : 9 communes, soit un total de 236.495 habitants*
 - Ville d'Etampes (22.114 habitants)
 - Ville d'Evry (50.013 habitants)
 - Ville de Brunoy (24.000 habitants)
 - Ville de Chilly-Mazarin (17.868 habitants)
 - Ville de Corbeil-Essonnes (39.561 habitants)
 - Ville de Courcouronnes (14.037 habitants)
 - Ville d'Epinay-sous-Sénart (12.797 habitants)
 - Ville de Palaiseau (30.158 habitants)
 - Ville des Ulis (25.947 habitants)
 - Dont : 4 communautés d'agglomération et communautés de communes, soit un total de 302.063 habitants*
 - La Communauté d'Agglomération du Val d'Orge (122.100 habitants)
 - La Communauté d'Agglomération Les Lacs de l'Essonne (55.149 habitants)
 - La Communauté d'Agglomération Sénart-Val-de-Seine (76.262 habitants)
 - La Communauté de Communes Les Portes de l'Essonne (48.552 habitants)

En 2005, l'Association a renouvelé sa campagne d'adhésions. Aussi, elle a régulièrement communiqué en direction des participants aux différentes manifestations et des usagers de l'espace d'information et de documentation sur la nécessité d'adhérer.

Ceci a permis de faire augmenter le nombre d'adhérents comme suit :

- personnes physiques = + 32,61 % ;
- le nombre de personnes morales est de 26 en 2005 ; le nombre d'organismes publics ou privés est passé de 4 en 2004 à 5 en 2005 ;
- le nombre de villes est passé de 7 en 2004 à 9 en 2005 ;
- le nombre de communautés d'agglomération et communautés de communes reste stable.

LES INSTANCES

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 11 mai 2005. Le Conseil d'Administration a été renouvelé dans son ensemble.

Les membres de l'Association se sont réunis le 7 décembre 2005 en Assemblée Générale Extraordinaire afin de procéder à une actualisation indispensable aux statuts de l'Association, en particulier sur la durée d'activité qui était arrêtée à 2006 ce qui était préjudiciable au développement du Centre de Ressources.

Les membres de l'Association se sont aussi réunis en Assemblée Générale Ordinaire, le 7 décembre 2005, à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire, afin de fixer le montant des cotisations qui s'avérait insuffisamment élevé pour atteindre un équilibre budgétaire notamment en matière d'actions de qualification.

L'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est administrée par les instances suivantes :

1) Le Conseil d'Administration

Cette instance s'est réunie trois fois au cours de l'année 2005. Le bureau s'est réuni une fois en vue de préparer le conseil d'administration précédent l'Assemblée Générale.

En 2005 le Conseil d'Administration était composé de 11 membres répartis en deux collèges :

- 1° collège dont le représentant du Conseil Général de l'Essonne d'une part ; les communes, communautés d'agglomérations et de communes, d'autre part ; parmi lesquelles peuvent être désignés 4 administrateurs.
- 2° collège dont les associations ou organismes sociaux impliqués dans la mise en œuvre de la politique de la Ville en Essonne, les professionnels ou experts du développement social urbain, de l'insertion économique et de l'intervention sociale.

A l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire, la constitution du Conseil d'Administration est ainsi modifiée :

Composé au minimum de onze membres et au maximum de dix-sept membres, ayant voix délibérative, désignés par l'Assemblée Générale parmi les adhérents de l'Association, et répartis en deux collèges :

- Premier collège : composé de 5 membres, il comprend le représentant du conseil général de l'Essonne d'une part, les collectivités locales parmi lesquelles peuvent être désignés quatre administrateurs au maximum d'autre part.
- Second collège : composé de 10 membres élus au maximum, il comprend : les associations ou organismes sociaux impliqués dans la mise en œuvre de la politique de la Ville dans l'Essonne, les professionnels ou experts du développement social urbain, de l'insertion économique et de l'intervention sociale, parmi lesquels seront désignés les autres administrateurs.
- Deux membres reconnus pour leur compétence peuvent être cooptés par le Conseil d'Administration.

2) Le Comité d'Orientation

Le Comité d'Orientation, désigné par le Conseil d'Administration émet une proposition de programme d'actions à entreprendre par l'Association en conformité avec son objet.

En 2005, cette instance ne s'est pas réunie.

3) Le Comité des Financeurs

Le Comité des Financeurs est composé de :

- un représentant de chaque collectivité ou organisme public, adhérent ou non, dès lors qu'il participe au financement de l'Association : Région, Département, Etat, Fonds d'Action et de Soutien pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations, la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- deux membres du Conseil d'Administration de l'Association ne faisant pas partie de l'une ou l'autre collectivité ou organisme précité, désignés par ledit Conseil.

Il a pour objet de constituer :

- une instance de veille permettant de garantir la bonne affectation des fonds publics aux objectifs pour lesquels ils ont été accordés. A ce titre, il entend le bilan annuel d'activité de l'Association et contrôle le respect des conventions d'objectifs contractualisés avec les financeurs publics ;
- une instance de débat entre représentant, des financeurs et du Conseil d'Administration de l'Association à propos de l'activité du Centre de Ressources départemental et des évolutions qui la sous-tendent.

Le Comité des Financeurs s'est réuni le 13 avril 2005.

LES FINANCEURS

L'Association Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne est signataire de conventions pluriannuelles avec :

- L'Etat (Préfecture de l'Essonne et Préfecture de Région Ile-de-France) ;
- Le conseil général de l'Essonne ;
- Le Fonds Social Européen.

Il a été également financé par

- Le FASILD ;
- La direction départementale de la jeunesse et des sports ;
- La délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité.

Le Centre de Ressources est partenaire de deux projets Equal et signataire de conventions pluriannuelles pour ceux-ci :

- « Odyssée(s) - Former les médiateurs de la mémoire pour lutter contre les discriminations » dans le cadre du Programme d'Initiative Communautaire FSE/EQUAL. Pilote : GENERIQUES ;
- « Plafond de verre » conduit au titre du Programme d'Initiative Communautaire FSE/EQUAL. Pilote : BANDITS PRODUCTION.

8.2 LA GESTION DE LA STRUCTURE

L'EQUIPE

Au 31 décembre 2005, l'équipe était composée de :

- Evelyne BOUZZINE - Directrice
- Marie Hélène VILCOQ – Assistante de direction
- Delphine DORE – Chargée d'information et de documentation

- Sophie PECQUENARD – Assistante de formation, chargée de la base de données « Annuaire »
- Stéphanie WOLSKA – Chargée de mission en contrat d'apprentissage
- Aude MARCHAND – Chargée de mission documentaire « Lutte contre les discriminations ».

En effet, le recrutement d'une chargée de mission documentaire « Lutte contre les discriminations » en contrat à durée déterminée, s'est avéré indispensable pour réaliser les missions suivantes :

- la conception d'un dossier d'information sur la lutte contre les discriminations raciales à l'emploi ;
- la mise en place d'un répertoire des signataires du Plan local de lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi des habitants des quartiers de Corbeil-Essonnes et des communes de la communauté d'agglomération d'Evry-Centre Essonne ;
- l'élaboration d'une fiche d'expérience relatant la méthodologie mise en œuvre par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne dans le cadre de la lutte contre les discriminations.

Par ailleurs le Centre de Ressources, à la demande de la Mission Ville, a élaboré des partenariats dans le cadre des Projets de Réussite Educative portant sur la formation des Equipes pluridisciplinaires de Réussite Educative des villes qui ont passé une convention avec le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne : Athis-Mons, Epinay-sous-Sénart, Courcouronnes, Corbeil-Essonnes. Le recrutement, en décembre 2005, d'une étudiante en contrat d'apprentissage permet d'assurer le suivi de cette mission tout en exigeant un vrai tutorat conformément à son contrat.

Les missions d'information et de documentation s'étant particulièrement développées, ainsi que l'activité générale du Centre de Ressources, de début janvier à fin septembre 2005, trois documentalistes de l'Ecole des Bibliothécaires et des Documentalistes et une documentaliste de l'Institut National des Techniques de la Documentation ont effectué leur stage de fin d'études au Centre de Ressources.

Les missions qui leur ont été confiées ont été en particulier des activités de gestion documentaire et les recherches pour les utilisateurs. Deux des stagiaires ont mené en parallèle une conduite de projet : un projet de newsletter et une réflexion approfondie sur la capitalisation d'expériences.

Les intervenants suivants ont participé activement et ont contribué au développement de l'activité du Centre de Ressources :

- Frédérique BAZZONI
- Farouk BELKEDDAR
- Laurent BONY
- Hervé BORDY
- Dounia BOUZAR
- Sylvie CAROEN
- Michel CASTELLAN
- Briac CHAUVEL
- Jean-Bernard CHEBROUX
- Valérie CLEMENT
- Christine CORBILLE
- Nathalie COSTANDI

- Patricia COUDERC
- Jean-Barthélemy DEBOST
- Marie-Catherine DELACROIX
- Jean-Luc DUCHEMIN
- Frédéric DUFFAUX
- Emmanuel DUPONT
- Erella DUVAL
- Babacar FALL
- Serge GARBE
- Christophe GUILLUY
- Katell GUIZIOU
- Jean HARARI
- Marc HATZFELD
- Jean-Marc HAVEZ
- Valérie KAUFFMANN
- Brigitte LARGUEZE
- Sébastien LEDOUX
- Evelyne LUCAS
- Marie-Claire MICHAUD
- Mustapha NAJMI
- Christophe NOYE
- Maria PEAN
- Pierre PEILLON
- François PETIT
- Nicolas RAGHAVAN
- Christophe ROBERT
- Anne SAUVAYRE
- Sylvain TABOURY
- Thibault TELLIER
- Patricia TEULET
- Kathy TOLILA
- Yambi TRAORE
- Patrick VEGLIA
- Hervé VIEILLARD-BARON
- Pierre WOLKOWINSKI

Les bénévoles, et en particulier Monsieur Gérald HERAULT, président de l'Association et les membres du Conseil d'Administration, ont par leur écoute, leur soutien et leurs conseils, contribué à la réalisation du projet 2005.

LES LOCAUX

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, installé jusqu'au 17 juillet 2005 dans des bureaux de la Tour Lorraine gracieusement prêtés par le Conseil Général de l'Essonne, a transféré ses locaux au 3^{ème} étage de la Maison Départementale de l'Habitat, boulevard de l'Ecoute-S'il-Pleut à Evry.

Les nouveaux locaux sont composés de quatre bureaux, d'une salle de réunion, d'un espace dédié à la documentation et d'un local technique.

Au cours du 1^{er} semestre 2005, les cycles de qualification se sont tenus, dans des salles ponctuellement prêtées par la Préfecture de l'Essonne, le Conseil Général de l'Essonne, et dans les locaux de Maison de Banlieue et de l'Architecture. Les rencontres-débats mensuelles ont eu lieu dans la salle 100 Tour Malte, prêtée par le Conseil Général de l'Essonne, ainsi que dans les locaux de Maison de Banlieue et de l'Architecture.

Durant ce premier semestre, le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a fait face à un manque de locaux et de salles qui quelquefois, a freiné son activité, car il a dû résoudre des problèmes importants de logistique.

A compter de juillet 2005, les conditions de travail de l'équipe et d'accueil des participants se sont nettement améliorées. Les cycles de qualification se sont tenus dans la salle de conférence de la Maison Départementale de l'Habitat, prêtée par le Conseil Général de l'Essonne.

L'ÉQUIPEMENT

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne a poursuivi son investissement en matière d'équipement informatique.

Par ailleurs, il a dû procéder, en raison de son installation à la Maison Départementale de l'Habitat, à l'acquisition de tout le mobilier indispensable à son activité.

CONSTAT ET PERSPECTIVES

L'ÉQUIPE

On peut avancer que le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne pâtit de façon structurelle d'un manque de ressources humaines, la masse salariale ne pouvant être augmentée au regard du budget.

Pour le centre de documentation, les stagiaires permettent de faire face en partie à la charge d'activités. Mais le recrutement d'une aide-documentaliste permettrait de faire face à la charge de travail.

Pour les missions de qualification des professionnels, d'échanges, de débats et de mise en réseau, missions assurées par la Directrice du Centre de Ressources, il apparaît que la création d'un poste de chargée de mission serait nécessaire.

En conséquence, deux postes correspondant à deux emplois-tremplin, ont été demandés par le Centre de Ressources. En 2005, le Centre de Ressources s'est vu refuser ces postes en raison de la non-conformité des statuts révisés en décembre 2005.

LES LOCAUX

Le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne, est installé, depuis le 18 juillet 2005, à la Maison Départementale de l'Habitat, boulevard de l'Ecoute-S'il-Pleut à Evry.

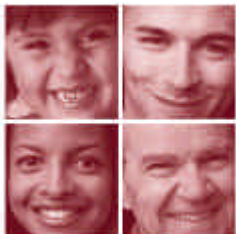
LES RESSOURCES

Il a reçu aussi des membres de l'Association des cotisations qui contribuent à l'équilibre des comptes annuels.

Au regard du développement des activités proposées, et afin de mener à bien ses projets, les membres de l'Association ont décidé, en Assemblée Générale Ordinaire du 7 décembre 2005, de réajuster le montant de la cotisation annuelle.

En 2006, il sera également nécessaire d'augmenter la participation financière aux cycles de qualification : une insuffisance de financement en matière de qualification ayant été constatée en raison du coût des honoraires d'intervenants de qualité.

Par ailleurs, une campagne d'adhésion a été menée par le Centre de Ressources notamment auprès des bailleurs de l'Essonne et des communautés d'agglomération non adhérentes. Cette campagne, à ce jour, a donné de faibles résultats ; un seul bailleur a répondu positivement. Il sera donc nécessaire de monter une nouvelle campagne d'adhésion en 2006.



Les annexes

I. Information et documentation

1.1 Les demandes formulées sur le FIL INFO DOC en 2005

Nombre de demandes formulées sur le FIL INFO DOC	147
Nombre de personnes/réseaux/groupes ayant formulé des demandes sur le FIL INFO DOC	105
Nombre de personnes ayant formulé plus d'une demande sur le FIL INFO DOC	29
Nombre de rendez-vous pris à l'espace d'information et de documentation	25
Nombre de personnes ayant pris plus d'un rendez-vous à l'espace d'information et de documentation	4
Nombre de réponses apportées à distance (par mail, fax et courrier)	129
Nombre de demandes qui ont été directement satisfaites par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne	145
Nombre de demandes qui ont nécessité une réorientation vers une autre structure documentaire spécialisée	2

Typologie des demandes formulées sur le FIL INFO DOC en 2005	Nombre de demandes	%
Liste de coordonnées, contacts (chefs de projet ville en Essonne, consultants, intervenants, organismes spécialisés, etc.)	30	20,4
« La lutte contre les discriminations »	23	15,6
« Renouveau urbain/Rénoation urbaine »	8	5,4
Les fondamentaux de la Politique de la Ville (les financements, etc.)	7	4,7
Demandes diverses	7	4,7
Eléments sur la politique de la Ville en Essonne et en Ile-de-France	6	4
Références d'ouvrage/Consultation de documents précis	5	3,4
« Le logement »	4	2,7
« Education et politique de la ville » (veille éducative, etc.)	4	2,7
Données statistiques (données SIG-DIV)	4	2,7
Présentation du Centre de Ressources et de l'espace d'information et de documentation	4	2,7
Les Projets de Réussite Educative	3	2
« Santé et Politique de la Ville (les ateliers santé-ville, la santé en milieu scolaire) »	3	2
« Les métiers de la politique de la Ville et du développement social urbain »	3	2
« Le droit des femmes »	3	2
« Les observatoires/l'observation »	3	2
« La participation des habitants/ La démocratie participative »	2	1,4
« La gestion urbaine de proximité »	2	1,4
« Les femmes et les jeunes filles dans les quartiers en politique de la Ville »	2	1,4
« Les enquêtes de victimation »	2	1,4
« Les projets mémoire »	2	1,4
« L'accès aux droits »	2	1,4
« Les associations » (fonctionnement, subventions, lien avec la politique de la Ville)	1	0,7
« La mise en réseau/partenariat des acteurs locaux »	1	0,7
« L'insertion professionnelle»	1	0,7
« Les Réseaux d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents »	1	0,7
« Les zones franches urbaines »	1	0,7
« L'évaluation et la Politique de la Ville »	1	0,7
« La jeunesse/ La politique de la Ville en direction des jeunes »	1	0,7
« Le plan de cohésion sociale »	1	0,7
« Les projets sociaux de territoire »	1	0,7
« La création d'entreprise dans les quartiers en politique de la Ville»	1	0,7
« La décentralisation »	1	0,7
« Les délégués de l'Etat »	1	0,7
« Les violences scolaires »	1	0,7
« La petite enfance »	1	0,7
« Les maisons de l'emploi »	1	0,7
« La charte nationale d'insertion »	1	0,7
Recherche de formations	1	0,7
« La mixité sociale »	1	0,7
Total	147	100

1.2 Le profil des utilisateurs du FIL INFO DOC en 2005

Fonction des utilisateurs	Nombre d'utilisateurs
Responsable associatif	20
Agent des collectivités locales (mairies et agglomérations)	16
Chef de projet politique de la Ville/Coordinateur CLSPD/CEL/REP/ Coordinateur veille éducative	14
Agent de l'Etat	13
Formateur/Consultant/Universitaire	10
Agent du Conseil Général de l'Essonne	6
Etudiant	5
Demandeur d'emploi	5
Documentaliste	5
Elu	4
Bailleur	4
Travailleur social	2
Non précisée	1
Journaliste	1
Total	105

* Nouvelle fonction apparue en 2005

Origine des utilisateurs	Nombre d'utilisateurs
Total Essonne	74
Ile-de-France	20
Hors Ile-de-France	9
Hors France	1
Total hors Essonne	30
Non précisée	1
Total	105

II. Qualification des professionnels

2.1. Les thématiques des cycles de qualification en 2005

Thématiques	Dates	Nombre de participants*	Nombre de participants présents (cumul)	Evolution 2004/2005 du nombre de participants*	Evolution 2004/2005 du nombre de participants présents (cumul)
« Mettre en place et conduire un observatoire local »	13 janvier	22	41		
	19 janvier				
« Présentation de l'observatoire national des Zones Urbaines Sensibles »	17 février	17	17		
« Intégration, Discriminations : de quoi parle-t-on? »	08 février	29	117		
	09 février				
	17 mars				
	18 mars				
« Des représentations sociales aux stéréotypes »	11 mars	23	23		
Sensibilisation 1 : «Un enjeu pour l'intégration sociale et la mixité »	16 mars	6	6		
Sensibilisation 2 : « Gérer la diversité culturelle en entreprise »		7	7		
Sensibilisation 3 : « Faire reconnaître le droit du citoyen »		9	9		
« Discriminations et représentations sociales »	25 mars	22	22		
« Mieux connaître et comprendre la politique de la Ville »	19 mai	15	15		
« Conduire un projet sur la mémoire au service d'un territoire »	26 mai	18	34		
	27 mai				
« Mieux connaître et comprendre le plan de cohésion sociale »	09 juin	24	24		
« Pour une ville passante et solidaire : acquérir une culture de l'urbanité »	16 juin	10	20		
	17 juin				
« La question du logement à caractère social en Ile-de-France et en Essonne »	24 novembre	29	53		
	25 novembre				
« Lutte contre les discriminations au logement : comprendre pour mieux intervenir »	15 décembre	21	39		
	16 décembre				
Total		252	427	+ 61,5%	+38,6%

* Nombre de participants distincts toutes dates confondues par événement

2.2. Le profil des participants aux cycles de qualification en 2005

Ville d'origine des participants	Nombre de participants	%
EVRY	102	40,1
COURCOURONNES	23	9,1
CORBEIL-ESSONNES	13	5,2
MORSANG-SUR-ORGE	13	5,2
JUVISY-SUR-ORGE	11	4,4
GRIGNY	9	3,6
ATHIS-MONS	9	3,6
LES ULIS	7	2,8
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	6	2,4
PARIS (75)	6	2,4
MONTGERON	5	2,0
RIS-ORANGIS	4	1,6
ETAMPES	4	1,6
SAVIGNY-SUR-ORGE	4	1,6
PALaiseAU	3	1,2
FLEURY MEROGIS	3	1,2
VIRY-CHATILLON	2	0,8
DRAVEIL	2	0,8
EPINAY-SOUS-SENART	2	0,8
BRUNOY	2	0,8
LISSES	2	0,8
CACHAN (94)	2	0,8
IVRY-SUR-SEINE (94)	2	0,8
NANTERRE (92)	2	0,8
MASSY	1	0,4
LIEUSAIN (77)	1	0,4
BRETIGNY-SUR-ORGE	1	0,4
JOINVILLE-LE-PONT (94)	1	0,4
SAINT-JEAN-LE-BLANC	1	0,4
SAINT-DENIS (93)	1	0,4
EGLY	1	0,4
SAVIGNY LE TEMPLE (77)	1	0,4
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY (77)	1	0,4
BOUSSY-SAINT-ANTOINE	1	0,4
BURES-SUR-YVETTE	1	0,4
LE MEE SUR SEINE (77)	1	0,4
LEVALLOIS-PERRET (92)	1	0,4
BONDOUFLE	1	0,4
Total	252	100,0
Nombre de villes	39	

Fonctions des participants	Nombre de participants	%	Evolution 2004/2005 en %
Professionnel de la politique de la Ville (chef de projet, directeur mission ville et politique de la Ville, chargé de mission, etc.)	22	8,7	- 15%
Agent de collectivités locales (sauf Conseil Général de l'Essonne) et des communautés d'agglomération	58	22,9	+ 93%
Responsable ou bénévole d'associations	88	34,8	+ 151%
Coordinateur CLSPD/coordonateur veille éducative	2	0,8	- 78%
Autre (chercheur, étudiant, etc.)	11	4,3	- 15%
Travailleur social	5	2,0	- 64%
Agent des services de l'Etat (dont Préfecture)	20	7,9	=
Agent du Conseil Général de l'Essonne	28	11,1	+ 100%
Elu	8	3,2	+ 700%
Bailleur	8	3,2	/
Entreprise	3	1,2	/
Total	253	100,0	

Commentaire : La différence entre le contingent de 253 et de 252 s'explique par le fait pour certaines dates d'un même événement, le participant représentait un organisme différent avec une fonction différente. Selon ce constat, ces participants uniques ont apportés au moins deux fonctions différentes

III. Echanges, rencontres, débats

3.1. Nombre de participants par thématique en 2005

Les thématiques des rencontres-débats en 2005	Dates	Nombre de participants*	Evolution 2004/2005 en %
« Monsieur Islam n'existe pas : pour une désislamisation des débats »	10 février	48	
« Atlas des nouvelles fractures sociales en France »	10 mars	29	
« Le 10 ^{ème} rapport de la Fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement en France en 2005 »	06 avril	60	
« Le monde des grands ensembles » et « Billardon, histoire d'un grand ensemble »	20 mai	28	
« Petit traité de banlieue »	03 juin	17	
Total		182	- 26%

* Nombre de participants distincts toutes dates confondues par événement

Thématique de la journée d'information et de réflexion en 2005	Dates	Nombre de participants*	Evolu- tion 2004/ 2005 en %
« Histoire des grands ensembles, mémoire des habitants »	1 ^{er} décembre	123	
Total		123	- 56%

* Nombre de participants distincts toutes dates confondues par événement

Les thématiques des réunions d'information en 2005	Dates	Nombre de participants*
« Le Dispositif Local d'Accompagnement de l'Essonne : un soutien technique aux associations »	17 novembre	18
« L'Appui aux micro-projets associatifs »	08 décembre	12
« Les archives associatives : un outil pour l'histoire de l'immigration »	13 décembre	13
« Les observatoire sociaux : expériences de la MIPES et de la CAF de l'Essonne »	23 juin	9
Total		52

* Nombre de participants distincts toutes dates confondues par événement

Les thématiques des groupes de travail en 2005	Dates	Nombre de participants*	Nombre de participants présents (cumul)	Evolution du nombre de participants* 2004/2005 en %	Evolution du nombre de participants présents (cumul) 2004/2005 en %
« La mixité chez les adolescents des quartiers prioritaires »	18 février	17	56		
	25 mars				
	22 avril				
	27 mai				
	24 juin				
	19 octobre				
	8 novembre				
« Les relations des parents avec l'école »	5 avril	33	126		
	17 mai				
	14 juin				
	5 juillet				
	20 septembre				
	20 octobre				
	15 novembre				
Total		50	182	+ 360 %	+ 506 %

* Nombre de participants distincts toutes dates confondues par événement

3.3 Profil des participants aux journées d'échange, conférences et groupes de travail en 2005

Ville d'origine des participants	GT ¹	RI ²	JIR ³	RD ⁴	Total	%
EVRY	17	21	10	54	102	25
CORBEIL-ESSONNES	8	2	2	15	27	6,6
COURCOURONNES		5	4	15	24	5,8
ATHIS-MONS	1	1	11	10	23	5,6
PARIS (75)		2	17	3	22	5,4
GRIGNY	5	3	3	7	18	4,4
JUVISY-SUR-ORGE			3	14	17	4,2
SAINTE -GENEVIEVE-DES-BOIS		1	9	6	16	3,9
LES ULIS	6	1	3	5	15	3,6
FONTAINEBLEAU (77)			15		15	3,6
PALaiseAU			3	8	11	2,6
VIRY-CHATILLON	3	4	1	3	11	2,6
MONTGERON		1	4	6	11	2,6
ARPAJON			3	6	9	2,2
MORSANG-SUR-ORGE		1	1	6	8	3
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE			4	2	6	2
ETAMPES	3		3		6	2
SAVIGNY-SUR-ORGE		2	1	3	6	2
RIS-ORANGIS		3	2		5	1,3
FLEURY MEROGIS	1			3	4	1,1
VIGNEUX-SUR-SEINE			3	1	4	1,1
DRAVEIL			3		3	0,6
BOUSSY-SAINT-ANTOINE	1	1		1	3	0,6
MASSY	1	1		1	3	0,6
CHAMARANDE		1	2		3	0,6
PONTHIERRY (77)	1			2	3	0,6
QUINCY-SOUS-SENART			2	1	3	0,6
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY (77)	1			1	2	0,4
Données non disponibles			1	1	2	0,4
CRETEIL (94)			2		2	0,4
BURES-SUR-YVETTE	1		1		2	0,4
SAINT-DENIS LA PLAINE (93)			1	1	2	0,4
SUCY-EN-BRIE (94)		2			2	0,4
VILLIERS-LE-BEL			2		2	0,4
LISSES				1	1	0,2
NANTERRE (92)				1	1	0,2
BRUNOY			1		1	0,2
EPINAY-SOUS-SENART			1		1	0,2
LIEUSAIN (77)			1		1	0,2
BONDY (93)	1				1	0,2
CHATILLON				1	1	0,2
DIJON (21)			1		1	0,2
EPINAY-SUR-ORGE				1	1	0,2
MENNECY				1	1	0,2
MEROBERT				1	1	0,2
MONTARGIS (45)			1		1	0,2

ROUEN (76)			1		1	0,2
SAINTE-MESME				1	1	0,2
VERSAILLES (78)			1		1	0,2
Total	50	52	123	182	407	100,0

1 : GT = Groupe de travail

3 : JIR = Journée d'information et de réflexion

2 : RI = Réunion d'information

4 : RD = Rencontre-débat

Fonction des participants	GT ¹	RI ²	JIR ³	RD ⁴	Total	Total en %	Evolution 2004/2005 en %
Professionnel de la politique de la Ville (chef de projet, directeur mission ville et politique de la Ville, chargé de mission, etc.)	2	1	2	15	20	4,9	- 26%
Agent de collectivités locales (sauf Conseil Général de l'Essonne) et des communautés d'agglomération	8	6	31	37	82	20	+ 6,5%
Responsable ou bénévole d'associations	20	27	28	51	126	31	- 32%
Coordinateur CLSPD/coordonateur veille éducative	4	1	2	4	11	2,9	+ 37,5%
Autre (chercheur, étudiant, etc.)	2	4	34	7	47	11,6	-52,5%
Travailleur social	7	2	7	12	28	7	-40,4%
Agent des services de l'Etat (dont Préfecture)	7	2	7	25	41	10	- 24%
Agent du Conseil Général de l'Essonne	0	5	7	25	37	9	- 23,3%
Bailleur			4	1	5	1,2	/
Entreprise		3		2	5	1,2	/
Elu		1	1	3	5	1,2	- 44,4%
Total	50	52	123	182	407	100,0	

1 : GT = Groupe de travail

3 : JIR = Journée d'information et de réflexion

2 : RI = Réunion d'information

4 : RD = Rencontre-débat

IV. Total des participants et des usagers du Centre de Ressources en 2005

Services / Evénements	Nombre de participants /usagers*	Nombre de participants/ usagers présents (cumul)	Evolution 2004/2005 du nombre de participants/usagers en %	Evolution 2004/2005 du nombre de participants/ usagers présents (cumul) en %
FIL INFO DOC et espace d'information et de documentation	105	105	-8,7%	-8,7%
Cycles de qualification	252	427	+ 61,5%	+38,6%
Rencontres -débats	182	182	-25,7%	- 25,7%
Journée d'information et de réflexion	123	123	-56,2%	- 56,2%
Groupes de travail	50	182	+ 354,5%	+ 506,6%
Réunions d'information	52	52	/	/
Total	764	1071	- 5,4%	+ 9,4%

* Nombre de participants/usagers distincts toutes dates confondues pour chaque type d'évènement/services